



**ESPAGNE 1976**

par **F. Lopez Real**  
et **L. Alcaraz**

**Louis Van Geyt**

**Les  
leçons  
de  
René Beelen**

**Claude Renard**

**Luttes  
antimonopolistes,  
démocratie,  
régions**

**CAHIERS  
MARXISTES**

**revue mensuelle**

Nouvelle série N° 24 (43)

7<sup>me</sup> année — Avril 1976 — 50 F

## Sommaire

---

Claude Renard Luttés antimonopolistes, démocratie, régions	p. 1
Louis Van Geyt Dix ans déjà... Hommage à René Beelen	p. 9
F. Lopez Real et L. Alcaraz Espagne 1976	p. 17
Quelques livres sur l'Espagne	p. 28
Table Ronde « Nemesis médicale » d'Ivan Illich	p. 32
L'aventure théâtrale est aussi affaire de travailleurs	p. 40
En diagonale	p. 45
Lire des livres	p. 46
Revue des revues	p. 47

Un dessin de Willy Wolsztajn

**Comité de patronage** : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

**Comité de rédaction** : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vanderhoff, Jean-Paul Vankeerbergen

**Rédacteur en chef** : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

## Luttes antimonopolistes, démocratie, régions

Le XXII<sup>e</sup> congrès du parti communiste (9, 10, 11 avril 1976) a donné lieu, dès avant sa tenue, à des débats très sérieux sur les thèmes de réflexion soumis aux membres du parti par le Comité central.

Un effort particulier a été fait pour que la véritable nature de la crise que nous vivons soit mieux perçue par l'ensemble des militants et, d'une façon générale, par tous ceux qui, en raison des responsabilités qu'ils assument au sein du mouvement ouvrier et démocratique, ont besoin d'une telle analyse. Car il serait impossible aujourd'hui de se situer correctement dans la lutte des classes, d'organiser une riposte efficace à la politique de crise du pouvoir et d'opposer à celle-ci des solutions de rechange adéquates si, par exemple, on acceptait, ne serait-ce que partiellement, la thèse selon laquelle nous nous trouvons devant une crise « mondiale » et « importée » en Belgique par les circuits des échanges internationaux.

C'est délibérément que le document d'orientation adopté par le Comité central a mis l'accent sur la réfutation de cette thèse, en laissant de côté la critique d'autres aspects importants de la crise (que le précédent congrès avait d'ailleurs pris en compte).

En effet, il est capital pour la classe dirigeante et, plus spécialement, pour les groupes monopolistes au pouvoir, d'accréditer l'idée que la crise a quelque chose de commun avec la fatalité. C'est une condition essentielle non seulement de la réussite de leur politique, dictée par les intérêts monopolistes, mais aussi du maintien de leur hégémonie. Il leur faut donc ancrer dans les masses la conviction

que le système capitaliste n'est pour rien dans la crise et son aggravation, que, placés à la tête d'un petit-pays-qui-vit-de-ses-exportations, nos gouvernants ne peuvent que subir les perturbations des marchés internationaux et que ce mal universel ravage d'ailleurs aussi les pays socialistes. Cela leur est absolument indispensable pour masquer les origines réelles du marasme et échapper aux remises en question que leurs responsabilités justifient. Aussi toute la propagande de la classe dirigeante, y compris celle qui se déguise en information, est-elle orientée en ce sens.

Certes, les monopoles n'ignorent pas que cette propagande n'empêchera jamais les travailleurs et les masses de réagir contre les conséquences de la crise et ils ont assez d'expérience politique pour ne point se fixer un objectif aussi illusoire.

Ils ne songent en réalité qu'à protéger leur pouvoir et cela, ils le peuvent sans difficulté majeure dans la mesure où la pression idéologique qu'ils exercent limite l'enjeu des luttes à un « partage équitable des sacrifices ». Admettre le postulat du partage des sacrifices, c'est reconnaître implicitement que le système ne doit pas être fondamentalement contesté et que le mieux à faire est de veiller à une gestion « équitable » de la crise. A partir de cette conception, les formes politiques dans lesquelles se concrétise le pouvoir des monopoles ne sont plus qu'une question de circonstances et d'opportunités; un large terrain de collaboration des classes reste ouvert aux différentes variétés du réformisme, même quand, pour l'une ou pour l'autre raison, elles renâclent ou font de l'opposition parlementaire.

C'est pourquoi — et ce n'est pas trop — trois des sept chapitres du document d'orientation portent sur ce problème nodal. Il serait tout à fait vain de prétendre faire œuvre révolutionnaire aujourd'hui en Belgique sans combattre *d'abord* la théorie de la crise que la classe dirigeante cherche à imposer aux masses. En visant à unir les masses pour refuser de payer les frais de la crise et pour trouver une issue, le XXIIe congrès leur trace une orientation qui est celle du changement révolutionnaire et qui distingue radicalement les réformes qu'il réclame de toutes les espèces d'aménagements du système que les écoles réformistes ont inventés et inventeront encore.

Bien entendu, il ne s'agit pas seulement de démystifier... Si l'on se bornait à réfuter les arguments du pouvoir au moyen d'une bonne propagande (disons plutôt : contre-propagande), la classe dirigeante n'aurait aucune peine à faire prévaloir ses idées pour longtemps. Sur ce plan, ses ressources sont immenses. Mais elle devient par contre de plus en plus vulnérable au niveau des résultats pratiques de sa politique qui aiguise toutes les contradictions du système et qui en arrive à menacer directement d'importantes conquêtes, d'importants « acquis » des masses laborieuses.

Cela étant, la grande tâche des communistes et de leur congrès est de mieux contribuer à faire de leur théorie de la crise, opposée à celle du pouvoir, une « force matérielle », c'est-à-dire un facteur d'amplification et de globalisation des luttes concrètes dans lesquelles les travailleurs font eux-mêmes l'expérience du durcissement de l'exploitation capitaliste, du rôle prépondérant et néfaste des monopoles, des implications politiques de leur action et des limites, de plus en plus étroites, des solutions de type réformiste.

C'est dans le développement des luttes concrètes, éclairées par une large diffusion des idées du parti, que les travailleurs trouveront le chemin qui les conduira à la constitution de fronts politiques capables de limiter le pouvoir des monopoles.

Mais que signifie exactement cette notion de limitation ?

Ce serait, par exemple, rendre inapplicables en pratique les dispositifs de régression sociale mis en place avec les différents plans d'austérité du gouvernement. Ce serait faire prévaloir le principe de la solidarité sur les lois aveugles qui régissent le marché du travail en imposant l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail et la subordination des aides publiques à des garanties contractuelles du maintien de l'emploi. Ce serait obliger les pouvoirs publics à tenir compte prioritairement des intérêts populaires chaque fois qu'ils sont amenés (et ils le sont en permanence) à intervenir dans la sphère des activités économiques. Sur ces derniers points, il y a lieu de se référer particulièrement aux enseignements qui se dégagent des luttes et des revendications que l'on observe dans des entreprises comme les ACEC, Glaverbel, Fabelta, Cockerill. Au reste, toutes les luttes actuelles de quelque importance tendent, dans tous les domaines de la vie sociale, à limiter le pouvoir des monopoles. L'intervention politique du parti doit viser à rendre cette limitation effective et durable en la portant au niveau d'une confrontation globale entre la logique des besoins populaires et la logique du profit, qui sont inconciliables.

La bataille pour la limitation du pouvoir des monopoles est la principale bataille politique *dans la phase actuelle de l'étape actuelle* et, de toute évidence, on voit mal comment elle pourrait aboutir à des succès notables sans que, déjà, l'on ne puisse parler de quelque chose de plus que d'un pouvoir « limité » ; ce serait déjà, en fait, un pouvoir diminué, entamé.

Dans les conditions spécifiques de la Belgique, il est nécessaire de tenir compte, d'une part, de la puissance des organisations ouvrières, de leur grande capacité de peser sur les décisions politiques, et, d'autre part, du retard certain qu'accuse la diffusion des idées révolutionnaires. L'évaluation de l'état du rapport des forces politiques et de ses possibilités d'évolution à gauche fait penser que la limitation effective et durable du pouvoir des monopoles sera en Belgique une des phases cruciales du processus des luttes qui transformeront fondamentalement la société belge. Cette phase ne peut toutefois être confondue avec ce qu'il est convenu d'appeler le « tournant décisif » qui suppose, lui, la rupture du pouvoir des monopoles et l'émergence d'un pouvoir d'une autre nature, dont les visées antimonopolistes se traduiront, *au terme* de l'étape actuelle, par une série de nationalisations démocratiques englobant tous les secteurs-clés de la production et de l'échange. Mais, en retour, la reconnaissance du fait qu'au bout du chemin, il y a nécessairement ces nationalisations ne peut pas nous faire perdre de vue que l'étape actuelle se compose de moments politiques qui s'enchaînent et se conditionnent réciproquement, que le parti doit, en conséquence, avancer des mots d'ordre, des slogans, des propositions adaptés à l'état d'avancement du mouvement des masses — « un pas en avant, un pas seulement ».

Ainsi en est-il des réformes de structure à moyen terme (extension du secteur public dans les domaines de l'énergie et du crédit, régies, holding public, etc.) que le document d'orientation du con-

grès énumère. Il s'agit bien de réformes minimales qui se situent *en-deçà* d'un tournant décisif, mais dont l'application consacrerait la limitation et la réduction du pouvoir des monopoles en même temps qu'elle donnerait de solides points d'appui à l'exercice du contrôle ouvrier et démocratique. Sans apporter à proprement parler des changements suffisants et irréversibles, elles les prépareraient et les rendraient vraisemblablement très proches, à *condition* que des modifications sérieuses interviennent *aussi* au niveau du rapport des forces politiques (tant en dehors qu'au sein du mouvement ouvrier). Car la possibilité d'exploiter ces premiers succès et d'aller au-delà implique l'existence d'un parti communiste beaucoup plus fort, agissant dans le cadre d'un large regroupement des forces ouvrières et populaires (autrement dit : le rassemblement des progressistes).

Cet effort en vue de déterminer avec rigueur les caractéristiques de l'étape actuelle des luttes pour le changement représentera à coup sûr l'apport le plus important du congrès au renforcement de l'action politique de notre mouvement ouvrier et démocratique. Il ne s'achèvera d'ailleurs pas avec le congrès.

Mais, pour le mener à bien, il convenait de situer clairement les objectifs proposés dans leur perspective, c'est-à-dire comme un moment bien déterminé (encore qu'il ne puisse être question de lui fixer des limites rigides) dans le processus des luttes qui permettront de briser le pouvoir des monopoles, de développer la démocratie « jusqu'au bout » et, par cette voie, d'édifier le socialisme en Belgique.

Tout un chapitre du document d'orientation est consacré à la voie belge vers le socialisme qui se confond avec celle du développement de la démocratie. Ce chapitre ne contient rien de bien neuf par rapport aux élaborations des congrès de Liège (1960) et d'Ostende (1968). L'actualité lui confère cependant une très grande importance. L'aggravation de la crise générale du système capitaliste et les difficultés croissantes auxquelles se heurtent les monopoles ont amené le pouvoir, en Belgique comme ailleurs, à redoubler d'énergie et d'ingéniosité dans ses campagnes d'intoxication contre les partis communistes. Son but est d'isoler les communistes et, si possible, de provoquer dans leurs rangs des réflexes d'auto-défense de type sectaire qui ne manqueraient pas de faciliter cette opération. Il est significatif que ces campagnes se déroulent dans tous les pays capitalistes et pas seulement là où existent de puissants partis communistes. Aux yeux de la grande bourgeoisie, le communisme a pris partout le caractère d'un péril imminent. S'il faut d'abord l'empêcher d'accéder aux gouvernements, comme c'est le cas en France et en Italie, on estime à peine moins urgent, en Belgique par exemple, de le couper des forces de plus en plus nombreuses qui contestent le pouvoir des monopoles; ce qu'on redoute alors le plus de lui, c'est qu'il puisse jouer son rôle de « rassembleur », c'est la qualité politique de l'opposition qui résulterait de l'accroissement de son influence. Et il n'y a à ce danger qu'une seule parade : diviser et affaiblir l'opposition en isolant les communistes. C'est ce à quoi le pouvoir s'emploie en faisant porter son attaque principale sur les problèmes de la liberté et de la démocratie; il lui faut à tout prix persuader les masses que le communisme représente dans nos pays une menace directe pour la liberté et la démocratie. D'énormes moyens sont mobilisés à cette fin. Bien entendu, ce qui domine dans ces campagnes, c'est la dénaturation

grossière des actes et des projets réels des partis communistes et, quand, c'est possible, leur dissimulation (la RTB attribue *annuellement* au PCB 30 minutes à la TV et 10 minutes à la radio). A cette fin, la bourgeoisie s'attache systématiquement à faire rejaillir sur « ses » communistes le discrédit qui découle de l'image falsifiée et poussée au noir qu'elle donne des pays socialistes (l'Union soviétique surtout), à braquer l'opinion publique sur des comportements et des traditions qui ne seraient qu'exotiques si on ne plaquait sur eux des interprétations politiques tendancieuses et, bien entendu, à exploiter habilement toutes les failles — et il n'en manque pas — que la démocratie socialiste, *inégalement développée*, comporte encore dans tel ou tel pays.

Il était normal, dans ces conditions, que le XXIIe congrès du parti rappelle en termes précis quelles sont les véritables options des communistes belges en ce domaine. Son postulat est précisément le développement de la démocratie « jusqu'au bout » — formule qui n'a pas été inventée récemment puisqu'on l'a trouvée pour la première fois sous la plume de Lénine, lequel ne fit d'ailleurs que synthétiser ainsi une conception maintes fois exprimée par les fondateurs du socialisme scientifique. Assurément, ces cautions illustres ne veulent pas dire que le développement de la démocratie « jusqu'au bout », comme chemin vers le socialisme, a toujours été ce qu'il est aujourd'hui : l'axe de l'action révolutionnaire et de la politique d'union des partis communistes dans les pays capitalistes développés. C'est, en réalité, une piste tracée il y a longtemps, mais que les bouleversements et les détours de l'histoire n'ont pas permis de suivre pendant une période relativement longue. Sans qu'on l'ait jamais vraiment oubliée, ce n'est que dans la seconde moitié des années '50 qu'elle s'est rouverte sur le terrain des luttes politiques concrètes. C'est en tout cas au cours de cette période que le mouvement communiste international a pris conscience des possibilités nouvelles qui s'étaient créées avec l'effondrement du fascisme, les victoires du socialisme, la désagrégation en cours des empires coloniaux et l'affermissement des bases de la coexistence pacifique. Ajoutons pourtant que cette prise de conscience n'aurait pas suffi à elle seule à rouvrir la piste et à conduire les partis communistes occidentaux, dont le nôtre, à s'y engager résolument si la pratique des luttes ouvrières et démocratiques, enfin dégagées des ornières de la guerre froide, n'avait clairement indiqué qu'il n'existait pas d'autres chemins dans nos pays pour avancer avec *les masses* en direction du socialisme. Il est ainsi devenu évident que, par rapport au socialisme, la démocratie et les libertés, que la classe ouvrière a dû conquérir pour elle-même, qu'elle a élargies et enrichies de ses propres valeurs, ne pouvaient plus être considérées uniquement comme un « terrain de lutte favorable », mais qu'elles constituaient également un moyen de lutte et un acquis irremplaçables, en tant que formes politiques qu'il faut encore développer pour y faire entrer la réalisation des grands objectifs économiques, sociaux et culturels du socialisme. Ce n'est pas un hasard si le vocable de démocratie économique, par exemple, a commencé dès cette époque à avoir droit de cité dans le vocabulaire usuel des marxistes.

C'est dans ce cadre, en relation directe avec la bataille pour la démocratisation de la société belge, que les documents du congrès abordent — trop brièvement peut-être — le problème de la régionalisation. Sur ce plan également, il s'agit de limiter le pouvoir

des monopoles. Les revendications formulées (et partagées par d'autres forces progressistes) mettent d'ailleurs en cause clairement le « mécanisme unique » de fonctionnement qui s'est créé entre les monopoles et l'Etat unitaire. La démocratisation des institutions rejoint ainsi la lutte pour sortir de la crise, puisqu'elle trouve des motivations supplémentaires dans l'aggravation des déséquilibres régionaux et aussi parce que les populations les plus durement touchées, comme c'est le cas en Wallonie, ont plus de raisons que jamais de vouloir prendre en main la défense de leur région. Objectivement, toute régionalisation réelle ne peut être qu'un progrès de la démocratie et un accroissement des moyens politiques mis à la disposition des masses pour combattre la domination des monopoles. C'est la raison pour laquelle ceux-ci s'ingénient à lui donner un caractère factice et à hypertrophier autant que possible les aspects linguistiques et ethniques du problème aux dépens de ses aspects économiques et sociaux. De là toute l'importance de l'accord sur la régionalisation conclu en 1974 entre le PSB et la FGTB. Il ne serait certes pas difficile d'épiloguer sur les limites données à cet accord, mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est le net recul de l'unitarisme que l'accord PSB-FGTB consacre dans un des deux courants majoritaires du mouvement ouvrier et démocratique, et il n'est pas fortuit que ce recul ait coïncidé avec l'accentuation de la crise et son extension à des zones industrielles flamandes où les monopoles avaient pu créer jusque-là l'illusion d'une croissance continue. Dans l'autre courant majoritaire (chrétien), à tout le moins son aile francophone, la critique de l'unitarisme est aussi devenue plus incisive.

En fait, le problème des régions a en Belgique exactement les mêmes racines qu'ailleurs. Dans tous les pays où il se pose, son acuité est directement proportionnelle aux effets cumulés de la crise et des conséquences antérieures de la concentration du capital entre les mains des monopoles, concentration réalisée avec le concours actif de l'appareil d'Etat. Mais ce problème revêt néanmoins en Belgique des caractéristiques très particulières, non seulement à cause du nœud de contradictions que constitue la capitale du pays (qui est elle-même une région), mais aussi parce que la Wallonie et la Flandre ne sont pas comparables, par exemple, à la Toscane dans son contexte italien et au Nord-Pas-de-Calais dans son contexte français. La gauche et le parti communiste lui-même ne peuvent pas ignorer ces particularités. Et il serait certainement très utile qu'il y ait dans la réflexion collective du XXIIe congrès et des conférences régionales qui le suivront un affinement de l'approche du problème des régions en Belgique, au-delà des revendications immédiates et de l'esquisse déjà faite des « trois étages » du fédéralisme démocratique : communes, régions, Etat fédéral.

Du côté wallon, en tout cas, on s'aperçoit de plus en plus que s'il existe bien une région wallonne géographiquement délimitée et culturellement définie, la Wallonie est encore à *faire* en tant que composante du futur Etat fédéral. C'est une réalité que la fiction de la « Nation belge » avait sans doute voilée trop longtemps. Aujourd'hui, ce que le reflux de l'unitarisme découvre en Wallonie, c'est, autant que la conscience indéniable d'une personnalité wallonne, la tendance à l'affermissement — et non à l'atténuation — des particularismes sous-régionaux. Car le développement anarchique du capitalisme n'a pas seulement accumulé les distorsions dans les

rapports entre les régions et communautés, il a aussi profondément disloqué les régions elles-mêmes. En construisant l'Etat belge et son centre politique bruxellois, la bourgeoisie a incontestablement accompli une œuvre historique durable, qu'il n'est pas question de nier, mais en même temps, ses intérêts de classe l'ont conduite à le faire au prix d'une mutilation profonde des régions. Il est significatif que, contrairement à la plupart des régions des autres pays européens, la Wallonie et la Flandre n'aient pas de centres qui puissent prendre le relais de la capitale sur le plan des activités spécifiquement régionales; il a fallu leur en fabriquer de toutes pièces.

Avec la poussée du capitalisme monopoliste, la situation s'est encore aggravée, en Wallonie surtout. La disparition du trait d'union minier Liège-Borinage et la liquidation progressive, sans contrepartie, de ses industries traditionnelles ont transformé la Wallonie en un agglomérat d'entités administratives artificielles recouvrant des sous-régions qui, elles, ont une vie propre, mais avec une évidente propension au repli sur soi, chacune voulant ses zonings, ses miraculeux investisseurs étrangers, ses morceaux d'autoroutes et ses fragments d'administrations « décentralisées », ses représentants dans les ministères, etc. C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que la Wallonie reste à faire. Seule la classe ouvrière, en alliance avec l'ensemble de la population laborieuse, est capable de donner une réelle homogénéité à la Wallonie. Mais il lui faudra pour cela créer les conditions politiques de revirements fondamentaux et, dès le moment où l'on envisage les choses de la sorte, c'est à l'échelle du pays tout entier que l'on repose le problème. La création en Belgique de régions fortes, économiquement développées et complémentaires, dont les relations seraient enfin normalisées et assainies, passe nécessairement par des changements politiques que seule l'action unie des travailleurs peut rendre possibles et qui devront se produire à l'échelle du pays tout entier. Il en est ainsi parce que la création de régions fortes est une exigence à laquelle la politique des monopoles et ses variantes réformistes sont incapables de donner des réponses satisfaisantes. Celles-ci dépendent essentiellement des solutions socio-économiques que les luttes du mouvement ouvrier et démocratique mettent en avant, pour autant qu'il s'agisse de solutions qui cadrent effectivement avec la nécessité de limiter, d'entamer et, à terme, de briser le pouvoir des monopoles, avec la nécessité de développer la démocratie « jusqu'au bout ». Comment pourrait-on faire de la Wallonie une région forte sans enlever aux monopoles leurs moyens financiers et leur pouvoir de décider seuls, en fonction du profit, de l'importance, de la localisation et de la nature des investissements ? Comment pourrait-on se substituer à eux dans l'intérêt des travailleurs et du peuple sans associer aux choix décisifs tous ceux que cela concerne, c'est-à-dire les ouvriers, mais aussi les cadres et toutes les compétences possibles, et sans que cela n'entraîne, par conséquent, un nouvel élan de la démocratie ? Et comment pourrait-on organiser nationalement l'application d'une telle politique au niveau des régions, en partant de leurs besoins, sans avoir fait des principes et des pratiques de la solidarité ouvrière la pierre angulaire des rapports entre communautés et régions et du type d'Etat que leur harmonisation implique ?

L'exigence d'une véritable régionalisation a donc en Belgique une place particulièrement importante dans le combat politique des

travailleurs pour limiter, entamer, briser le pouvoir des monopoles et pour avancer vers le socialisme par le chemin de la démocratie. Elle est directement liée à l'étape actuelle et à sa phase actuelle qui doit aboutir à une limitation effective de ce pouvoir et à une nouvelle concentration de forces capables de prendre en main la direction du pays. De ce fait, elle est aussi partie intégrante du contenu moderne des notions d'indépendance et de souveraineté nationales en Belgique. Ces notions, *remises à jour* par la résistance des travailleurs des trois régions à l'orientation réactionnaire de l'Europe des trusts et aux méfaits des multinationales, sont aujourd'hui largement tributaires de la cohésion de leurs assises régionales que seule la convergence des luttes ouvrières et démocratiques en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles peut stabiliser et conforter. Un avenir d'Etat indépendant et souverain n'est concevable pour la Belgique que par l'entente des travailleurs devenus les maîtres de leurs régions et ayant conquis ensemble cette maîtrise. Sans doute y a-t-il là un thème de réflexion qu'il faudra encore approfondir dans le cadre du XXIIe congrès du PCB et dans ses prolongements.

**LUNDI 5 AVRIL 1976 A 20 HEURES**

**ROLAND WEYL**

avocat à la Cour de Paris

parlera à Bruxelles

à la Maison des Huit Heures

Place Fontainas, 9-11, de

**CRISE DU DROIT**

**CRISE DE LA JUSTICE**

**CRISE DE LA SOCIETE**

C'est une conférence (suivie de débat) du  
Cercle d'Education Populaire.

## DIX ANS DÉJÀ...

### Hommage à René Beelen \*

Pour ceux qui ont côtoyé de près René Beelen, ce militant, cet animateur extraordinaire dont l'amour de la vie, l'amour des vivants, ses frères, était une des caractéristiques principales, il est à peine croyable qu'il nous ait quittés depuis aussi longtemps.

Tels étaient son don de présence, l'apport total qu'il faisait de lui-même aux autres, et d'abord aux travailleurs. Et parmi eux, aux communistes, ses frères de combat les plus proches, dont il refusait cependant de faire une catégorie ou une formation à *part* des autres, à *part* de l'ensemble des forces ouvrières et populaires. Car à celles-ci, il vouait une confiance et un dévouement généreux, aux antipodes de toutes étroitesse, de tout esprit de mesquin boutiquier ou de pédant donneur de leçons.

Il ne fait pas de doute, pour ceux qui, comme moi, ont eu la chance de travailler à ses côtés, que ce sont ses grandes qualités humaines, autant que son exceptionnelle lucidité politique, qui ont permis à René Beelen d'apporter au parti, sur le plan de l'approfondissement des idées comme sur celui du renouveau de ses méthodes d'action, cette « aide déterminante » dont parlait, en lui rendant le dernier hommage, son compagnon de combat le plus proche, notre regretté président Ernest Burnelle — qui allait le suivre dans la mort à peine deux ans plus tard.

C'est au début des années cinquante, alors que je militais à la *Jeunesse Populaire de Belgique* dont il venait d'assumer la présidence à la demande du parti, que j'ai appris à connaître René

---

(\*) Discours prononcé à Liège, le 17 février 1976, lors de la séance organisée par le Parti communiste pour le dixième anniversaire de la mort de René Beelen.

Beelen et commencé à travailler avec lui. A partir de là, mais surtout à partir du XI<sup>e</sup> congrès du parti qui se tint à Vilvorde en décembre 1954, et qui allait marquer le grand tournant dont René Beelen fut, plus que tout autre, l'artisan, allait s'établir entre ce dirigeant communiste hors-série et le jeune militant que j'étais, une collaboration permanente et de plus en plus étroite, qui se prolongea jusqu'à la fin de sa vie, et qui fut pour moi une école exceptionnelle.

Aussi ne m'attacherai-je pas à évoquer les durs combats de sa jeunesse, ni la lutte héroïque qu'il livra aux côtés de tant d'autres contre l'occupant hitlérien dans la clandestinité et puis dans les bagnes nazis. Je n'évoquerai pas davantage le détail des difficultés qu'il rencontra à la fin des années quarante lorsque le parti se laissa entraîner, sous la pression du déclenchement de la guerre froide et de l'offensive des diviseurs droitiers du mouvement ouvrier, dans la voie stérile — voire mortellement dangereuse — du repli sur lui-même, de l'autoexaltation à l'écart du mouvement et des pensées réels des masses travailleuses.

Je considère en effet, que la façon la plus valable dont je puisse prendre part à l'hommage que nous lui rendons ce soir, c'est de porter ici témoignage des combats principaux que j'ai vécus à ses côtés au cours des quinze dernières années de sa vie, et des enseignements essentiels que le parti a pu en retirer à l'époque — enseignements qui peuvent et doivent encore tant le servir aujourd'hui.

## LA BATAILLE DES 18 MOIS

La première expérience qu'avec la direction de la JPB de l'époque, j'ai vécue auprès de lui fut la bataille des 18 mois, en juin-juillet 1952.

Je rappelle sommairement le contexte de cette bataille. C'est à la fin de 1950, en pleine guerre froide et au plus fort de la guerre de Corée, peu après l'assassinat de Julien Lahaut, que le gouvernement Pholien décide non seulement d'organiser une « chasse aux sorcières » dans les services publics — laquelle allait vite tourner court devant la riposte de la CGSP — mais aussi d'instaurer le service militaire de 24 mois. Le parti communiste réplique par une juste campagne pour le maintien des douze mois, mais à part des réactions limitées dans quelques casernes, sous l'impulsion de militants de la JPB — et notamment d'Eddy Poncelet — les masses de la jeunesse, soldats compris, et des travailleurs ne bougent pas.

A mesure cependant que la classe 51, ayant achevé ses douze mois de service, entame leur prolongation, on voit se développer dans la jeunesse, dans le mouvement ouvrier et dans les familles des miliciens, un courant large pour estimer que « *si dépasser les douze mois c'est beaucoup, dépasser les dix-huit, c'est insupportable* ». A l'époque, le parti sûr de son bon droit, ne voulut pas démorde de son mot d'ordre juste en principe, mais sans écho dans les masses et, pour le surplus, déjà dépassé par la vie « *12 mois et pas un jour de plus* ».

Heureusement, au nom de l'autonomie de la JPB et de la spécificité de ses tâches au sein de la jeunesse, R. Beelen demande et finit par obtenir de la direction du parti le feu vert pour développer une propagande et une action décidées *pour les 18 mois*, comme

première étape indispensable pour unir de larges masses contre les 24 mois et poser ainsi un jalon *réel*, parce que *susceptible d'aboutir*, sur la voie du retour aux 12 mois.

Cette campagne allait déboucher rapidement sur les grandes batailles victorieuses de juin-juillet 52 : manifestations massives dans des cantonnements et casernes de Belgique et en République fédérale allemande, arrêts de travail et grèves dans une série d'entreprises, surtout en Wallonie. En cours de route, le mouvement acquiert le soutien d'une série de militants et d'organisations — de la Jeunesse socialiste, des syndicats, du P.S.B. Bientôt le gouvernement est contraint de démobiliser la classe 51 après 21 mois de service; c'est le point de départ de réductions successives à 18, quinze et puis douze mois. C'est un coup d'arrêt très important à la course aux armements enclenchée à l'époque par l'OTAN. C'est un échec non seulement pour la droite belge, mais aussi pour les chefs de file de l'impérialisme, les Dulles, Adenauer et consorts.

Cette manière de mener une bataille est très caractéristique de la démarche et de l'action politiques de René Beelen.

Selon sa conception, il convient certes que le parti voie l'importance des objectifs de principe et des mots d'ordre de propagande « justes en soi », mais ne correspondant pas pour autant aux possibilités du moment, telles qu'elles sont déterminées à la fois par les conditions générales et par l'état d'esprit des masses. Il convient cependant d'accorder une importance politique bien plus grande — une importance *décisive* — aux objectifs et mots d'ordre susceptibles d'unir les masses dans des actions contre le pouvoir des monopoles et contre l'impérialisme, même sans accord préalable de leurs grandes organisations, dans la mesure où ces mots d'ordre « collent » à leurs besoins et à leurs aspirations.

## UNIR LES MASSES DANS L'ACTION

L'expérience de la lutte contre les 24 mois aida le parti à résoudre positivement, à travers son XI<sup>e</sup> congrès, la crise très grave qui avait éclaté en son sein au début de 1954, lorsque la direction de l'époque dut s'avouer incapable de fournir une explication satisfaisante de la troisième défaite électorale successive qu'il venait de subir en moins de cinq ans. Sous l'impulsion des forces novatrices du Comité central et de diverses fédérations — forces qu'animait en premier lieu René Beelen — le XI<sup>e</sup> congrès du PCB décida de rompre avec la politique de repli du parti sur lui-même, à l'écart des masses et de leur véritable état d'esprit, de rompre avec cette conception de la lutte qui ignorait ou mésestimait gravement le caractère double, contradictoire et rien moins que figé, des grandes organisations syndicales et politiques réformistes qui forment l'ossature principale du mouvement ouvrier de notre pays.

Se lier étroitement aux masses et avant tout aux travailleurs organisés; se fondre jusqu'à un certain point avec elles, sans toutefois s'y dissoudre; être toujours à l'écoute avant tout de *ce qui peut les mettre en action et les unir* face à la politique du pouvoir des monopoles et de l'impérialisme en entraînant dans toute la mesure du possible leurs grandes organisations, à commencer par les syndicats, avec les mandataires qui les représentent; ne jamais opposer la propagande pour les objectifs justes que le parti propose, mais

pour lesquels les masses ne sont pas encore prêtes à se battre ou à s'intéresser activement, à l'effort de mobilisation prioritaire pour les mots d'ordre le plus souvent partiels et au départ essentiellement revendicatifs sur lesquels il est possible d'unir les masses dans l'action et de porter des coups réels au grand capital et à la droite à condition que le parti y consacre le meilleur de ses forces; telle fut la portée essentielle des conclusions auxquelles aboutit le XI<sup>e</sup> congrès et que le parti, particulièrement sous l'impulsion du « tandem » que R. Beelen forma avec E. Burnelle, allait s'efforcer d'assimiler, de mettre en pratique et de développer au cours des années qui allaient suivre.

De cette période riche en luttes et en enseignements pour le parti, je ne voudrais épingler que quelques jalons parmi les plus notables :

1) le *soutien critique* apporté par le parti communiste aux programmes de réformes de structure, pourtant bien incomplets et entachés de pas mal d'inconséquences, notamment d'ordre politique, issus des congrès extraordinaires de la FGTB de 1954 et de 1956. La critique du parti portait essentiellement, non pas sur les faiblesses théoriques de ces programmes, mais sur le terrain de leurs rapports avec les luttes concrètes : il s'agissait en fait de la propension des auteurs de ces programmes, groupés autour d'André Renard, à ne pas lier, et même jusqu'à un certain point, à opposer la campagne pour les réformes proposées, à la lutte pour les revendications « quantitatives » immédiates des travailleurs. Cette lutte revendicative, le parti entend au contraire la stimuler, voire l'impulser activement, dans le respect réciproque de l'autonomie des organisations politiques et syndicales, tout en la situant dans la perspective des réformes structurelles qui s'imposent et des changements politiques sans lesquels ces réformes ne sauraient atteindre leur but.

Le soutien critique mais actif du PC au programme de la FGTB allait contribuer grandement à mobiliser les travailleurs, sous l'impulsion directe des communistes et malgré la réticence, voire l'opposition initiale de nombreuses directions syndicales réformistes — même de gauche dans une série de batailles importantes et revêtant, par delà leurs objectifs immédiats, une grande signification politique (\*).

2) La manière dont le parti a réagi aux graves menaces que firent peser sur la paix mondiale, en octobre - novembre 1956, d'une part l'exploitation par les forces contrerévolutionnaires — activement soutenues par les milieux de l'OTAN — de la crise politique qui

---

(\*) Ce fut notamment le cas

- lors de la grève nationale des métallos de 1957, pour briser la pause sociale imposée par le gouvernement Van Acker - Liebaert, dans la foulée de la crise pétrolière de fin 1956, et sur base d'une revendication « quantitative » telle que le double pécule pour la deuxième semaine de congés payés.
- lors de la grève interrégionale des mineurs et métallos de février 1959, contre la première vague massive de fermetures de charbonnages sans garantie de maintien du niveau de l'emploi par la création d'activités de remplacement en suffisance, décidée par le gouvernement Eyskens-Lilar sous les auspices de la CECA.

secoua le pouvoir populaire en Hongrie, et d'autre part, l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Égypte de Nasser.

Le parti soutint effectivement la grève d'une heure déclenchée par la FGTB en œuvrant toutefois pour donner à celle-ci le sens précis d'un avertissement aux fauteurs de guerre impérialistes, mais aussi en refusant de se laisser isoler sur une position de défense inconditionnelle de l'ancienne direction hongroise, responsable de graves déformations de la démocratie socialiste et opposée en fait aux rectifications décidées par le XXe congrès du PCUS.

3) Surtout, le rôle décisif joué par le parti, sous l'impulsion directe de R. Beelen, dans la préparation et le déclenchement de la grande grève de l'hiver 1960-1961 contre la loi unique, grâce à laquelle un coup d'arrêt durable fut porté à l'offensive de grand style déclenchée contre une série d'acquis du mouvement ouvrier et démocratique par les puissances d'argent et le gouvernement conservateur de l'époque; cela pour faire payer par les masses travailleuses le coût ET de la perte du contrôle colonial direct sur l'ex-Congo belge qui venait d'accéder à l'indépendance ET de l'adaptation du capitalisme belge aux exigences du Marché commun.

Ce fut le parti qui, tout au long des années 1959-1960, prit la tête de la mobilisation des travailleurs en vue des « rendez-vous » successifs que leur fixèrent ou leur suggérèrent les directions syndicales — particulièrement celles des régionales de la FGTB les plus influencées par le « renardisme » — et cela *en dépit*, ou plus exactement y compris *en raison* du fait que ces directions elles-mêmes furent souvent loin de jeter tout leur poids dans la balance pour assurer aux dits rendez-vous les succès nécessaires pour qu'ils élèvent réellement le niveau de la lutte.

Ce fut encore le parti entraîné par R. Beelen qui, à partir de l'automne 1960, popularisa systématiquement, massivement et dans toutes les régions où il disposait d'une influence réelle, l'idée du déclenchement de l'action généralisée à partir du premier jour de l'ouverture du débat public à la Chambre. L'idée allait triompher dès les 20 et 21 décembre au départ des ACEC de Charleroi, des docks d'Anvers et de Cockerill-Ougrée, où à l'appel du Comité central du parti et à l'initiative des communistes « sur le terrain » qui entraînaient leurs compagnons de travail par delà l'opposition des directions droitières et les consignes temporisatrices des leaders réformistes de gauche, fut déclenchée la grève de solidarité avec les communaux et les enseignants, entrés en lutte à l'échelle du pays.

## DES AUDACES FECONDES

Seule la confiance profonde de René Beelen dans la combativité des masses ouvrières — confiance qu'il communiqua à l'ensemble des forces actives du parti; seule sa science de l'utilisation active, en vue de mobiliser et d'unir les masses, de tout ce que les analyses et les positions des organisations réformistes, par delà leurs conséquences et leurs contradictions, recèlent de critiques et de contestation valables, et correspondant au niveau de conscience des masses, de la politique, du pouvoir des monopoles; seules donc cette confiance et cette science ont permis à un parti tel que le nôtre de jouer, en liaison avec ces grandes luttes, le rôle d'avant-garde véritable, sachant capter l'oreille et le cœur de centaines de milliers de travailleurs.



*René Beelen aux côtés de Julien Lahaut.*

Je pourrais poursuivre ainsi pendant un long moment encore l'évocation des combats menés par le parti au cours des dernières années de la vie de René Beelen, et presque toujours sous l'impulsion déterminante du « tandem » qu'il formait avec Ernest Burnelle.

Je songe en particulier aux efforts énormes qu'il déploya pendant la période qui suivit la grande grève et qui vit la constitution du gouvernement Lefèvre-Spaak et le « repli sur Liège » de l'aile renardiste du Bureau de la FGTB. Efforts dans une double direction :

- d'une part pour rapprocher les représentants de cet important courant syndical certes avec la gauche wallonne du PSB, mais aussi et surtout avec notre parti, ceci sur des positions conséquentes de lutte contre le pouvoir unitariste des monopoles et contre l'impérialisme, notamment dans le cadre du Mouvement Populaire Wallon de la première période et du Mouvement de la paix (qui allait donner naissance entre autres au Rassemblement liégeois pour la paix);
- d'autre part, pour aider le courant « réformiste de gauche » au sein de la FGTB à surmonter la tentation de l'isolement et à se joindre au contraire aux efforts des communistes pour faire avancer, à l'échelle de la FGTB wallonne et belge tout entière — voire au niveau d'un Front commun syndical naissant — le combat pour les réformes de structure et le fédéralisme. Cela, en donnant à ces mots d'ordre un contenu de plus en plus clairement antimonopoliste, et surtout en les situant de manière systématique dans le prolongement des luttes concrètes des travailleurs et des masses populaires pour leur pouvoir d'achat, leur sécurité d'emploi et l'élargissement de leurs droits syndicaux et démocratiques.

Mais m'y étendre plus largement — montrer les pas en avant faits par le mouvement ouvrier dans les directions citées — m'entraînerait — et vous entraînerait — bien trop au-delà du temps qui m'est imparti ce soir; c'est pourquoi je voudrais terminer en essayant de faire ressortir quelques-uns des traits de la si riche personnalité politique et humaine de R. Beelen, tel qu'il reste vivant dans le cœur

de tous ceux qui l'ont connu de près — car la vie continue de vérifier bien des enseignements qu'il nous a légués.

1) R. Beelen était profondément internationaliste, il vouait une solidarité inébranlable au monde socialiste, à commencer par l'URSS, et au mouvement communiste mondial.

Mais il considérait que le premier devoir des internationalistes véritables c'est d'apporter aux masses des raisons convaincantes, des raisons qui rencontrent leur entendement et leurs aspirations, de participer à cette solidarité. En tête de ces raisons, il inscrivait la défense de la paix, contre les forces agressives de l'impérialisme. En deuxième lieu, il y inscrivait l'apport décisif de l'URSS et du mouvement communiste mondial à l'union des forces antifascistes et à la victoire sur Hitler, qui rendit à nos peuples leurs libertés et leur indépendance. En troisième lieu, il y inscrivait l'apport inappréciable que furent pour toute l'humanité progressiste, mais particulièrement pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire des pays capitalistes développés d'Europe occidentale, les enseignements et les orientations du XXe congrès du PCUS.

2) R. Beelen était profondément convaincu de la justesse, pour un pays tel que le nôtre, de la stratégie de la marche démocratique et pacifique au socialisme, par la formation d'une alliance majoritaire et pluraliste des forces ouvrières et populaires, sur la base d'un programme de défense, d'élargissement et d'approfondissement des conquêtes sociales et démocratiques du mouvement ouvrier et populaire en même temps que de la limitation puis de la destruction du pouvoir des monopoles (il ne se faisait aucune illusion : la droite ne cédera rien de plein gré, mais l'ampleur et la cohésion de l'union peuvent et doivent l'empêcher de nuire).

C'est ce qui explique le prix qu'il attachait aux enseignements du VIIe Congrès de l'Internationale communiste et particulièrement de son principal animateur G. Dimitrov.

C'est aussi ce qui explique le prix qu'il attachait à la formule riche de sens, popularisée par Janos Kadar après novembre 1956 : « Nous ne disons plus « celui qui n'est pas avec nous est contre nous », mais nous disons « celui qui n'est pas contre nous, est avec nous ».

C'est enfin ce qui permet de comprendre pourquoi René Beelen proposa et put faire admettre dès 1954 que ne fût plus retenu dans le préambule de nos statuts le concept de dictature du prolétariat qui lui apparaissait alors déjà anachronique pour un pays tel que le nôtre.

3) R. Beelen, considérait que la seule manière appropriée pour le parti de jouer son rôle moteur des luttes ouvrières et populaires, de la marche en direction du socialisme, *consiste à se montrer capable d'unir les masses, avec leurs organisations syndicales et politiques, dans l'action*, et à gagner ainsi ET la confiance de leurs détachements les plus avancés, ET l'audience et l'amitié des autres.

Il considérait que rien ne peut davantage faire obstacle à ce rôle, que l'étroitesse sectaire, la suffisance dogmatique, l'application à la réalité mouvante de schémas préfabriqués.

Il estimait absurde, en revanche, particulièrement à l'ère du capitalisme monopoliste d'Etat, toute espèce de limitation du droit et même de la nécessité pour le parti, de prendre position sur tous

les problèmes politiques et sociaux qui préoccupent les travailleurs, y compris les plus modestement « quantitatifs » ou « alimentaires » — dès lors que sont respectées l'autonomie réciproque et la démocratie interne de chaque organisation syndicale comme politique.

C'est tout cela qui l'amena à proposer au congrès d'Anvers (1963) de renoncer à voir le parti se décerner à lui-même, dans le préambule de ses statuts, le brevet d'avant-garde de la classe ouvrière.

4) R. Beelen était attaché à l'unité du parti comme à la prune de ses yeux. Pour lui, cette unité ne se concevait que sur la double base de la confrontation libre mais organisée des opinions dans le parti, et de la vérification permanente de la politique et des décisions ainsi démocratiquement adoptées, grâce à leur mise en application par tous, sous la direction des organes centraux démocratiquement élus à cette fin.

Cette conception, il ne l'appliqua pas seulement aux autres — et je songe notamment à la manière dont il contribua, dans les années 1962-1963, à la fois à combattre la dissidence dite grippiste et à aider un maximum de camarades momentanément égarés à retrouver pleinement leur place dans le parti.

Il avait à certaines époques, su démontrer qu'il était capable de s'y plier, même s'il lui en coûta beaucoup, en raison de la profonde conviction qu'il avait que la direction d'avant 1954 suivait une orientation erronée. C'est d'ailleurs précisément parce que membre du Comité central en même temps que dirigeant fédéral, il avait su accepter loyalement les conséquences de la nécessaire observation par tous, dans un parti tel que le nôtre, des décisions majoritaires, qu'il fut en mesure de continuer à se faire écouter au C.C., jusqu'au moment où la pratique elle-même amena une majorité des membres du C.C., et à leur suite le XI<sup>e</sup> congrès, à se convaincre de la nécessité de modifier l'orientation suivie jusqu'alors.

5) Militant constamment sur la brèche, d'un activisme politique et d'organisation exceptionnel, René Beelen, fut en même temps et jusqu'au bout, un être profondément humain. Les sentiments qui le liaient aux travailleurs, ses frères, à l'ensemble des gens modestes, et parmi eux à ses camarades de parti, ne faisaient de doute pour personne. Sa rayonnante amitié pour ses compagnons de combat les plus proches, ceux de sa génération et de son niveau de responsabilités, tel Ernest Burnelle, comme ceux jeunes et moins jeunes qu'il côtoyait régulièrement dans les assemblées et les réunions, aux abords des entreprises et dans les quartiers ouvriers de sa région comme du pays, a profondément marqué un grand nombre d'entre nous.

Et tout cela, avec le don de soi permanent qui le caractérisait, bien loin de contrarier, ne faisait que renforcer l'amour qu'il portait aux siens, à sa maman, à ses enfants, et plus que tout à sa compagne, notre chère Louise, dont je salue à mon tour de tout cœur la présence parmi nous ce soir.

---

Les sous-titres sont de la rédaction des C.M.

## Espagne 1976

*Près de quarante ans de fascisme.*

*Les masses espagnoles en mouvement pour arracher une liberté après l'autre, pour imposer enfin une rupture nette avec les structures franquistes...*

**Francisco Lopez Real**, secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) et **Leopoldo Alcaraz**, responsable du Parti communiste d'Espagne pour les pays du Benelux, membre de la Commission de l'émigration près du Comité Central se sont retrouvés autour du micro des Cahiers Marxistes pour répondre à certaines questions sur le présent et l'avenir de l'Espagne. Voici la relation de cet entretien.

C.M. — *Pouvez-vous établir un bilan des changements intervenus depuis la mort de Franco ?*

**Francisco Lopez Real** — Le bilan est très facile à faire, car fondamentalement, il n'y a pas eu de changement. Si l'atmosphère s'est modifiée, on retrouve au pouvoir les mêmes gens, mais qui sont obligés de mener une autre politique. Car la mobilisation de la classe ouvrière les oblige à céder une liberté après l'autre. Elles ne sont pas données de gaité de cœur, et elles n'étaient certainement pas prévues. Le changement se précipite de jour en jour, les manifestations s'amplifient et se succèdent. On ne peut cependant parler de post-franquisme — car nous sommes en présence de la continuation du franquisme, du « juanfranquisme ». Mais on peut aujourd'hui parler, se promener plus aisément qu'avant. Naguère, quand on commençait une manifestation, on ne devait pas se préoccuper de savoir comment elle finirait, car la police se chargeait d'y mettre fin. Actuellement, quand on organise une manifestation, il

faut établir un programme, savoir jusqu'où on va, et comment. Bien sûr, la police intervient maintenant aussi — et on sait qu'elle frappe de manière meurtrière, mais elle ne peut plus empêcher les manifestations.

**Leopoldo Alcaraz** — Avant de dresser un bilan des changements intervenus sur le plan socio-politique, je voudrais indiquer quelle a été la signification de la mort de Franco. Cette mort s'est produite à un moment bien déterminé qui coïncidait avec le développement des luttes de masse et la désintégration des structures internes du régime. La situation était tendue, et il suffit pour en donner la mesure de rappeler qu'au cours du premier semestre 1975, le mouvement ouvrier avait totalisé plus de huit millions d'heures de grève. Autre aspect important à nos yeux : la victoire des candidatures unitaires présentées par les Commissions ouvrières lors des élections syndicales. A la veille de la mort du Caudillo, ces candidatures ont recueilli dans certains endroits jusqu'à 85 % des voix. En même temps, se confirmait et se précisait le rapprochement des forces politiques et sociales qui soutiennent la Junte démocratique et la Plate-forme de convergence. La pression démocratique de la société espagnole a imposé un changement dans la forme fasciste du gouvernement. Celui-ci représente un compromis politique entre les ultra-fascistes comme Arias Navarro, Solis, etc. et les pseudo-réformateurs conduits par Fraga Iribarne et le comte de Motrico. La mort de Franco a coïncidé par ailleurs avec l'éloignement par rapport au régime d'une partie importante de l'Eglise catholique, malgré les pressions des intégristes. De même, l'armée avait cessé d'être ce corps qui soutenait le régime de manière homogène. En résumé, la mort du Caudillo a coïncidé avec une situation de crise économique grave — il manque trois millions d'emplois en Espagne en ce moment — et avec un développement remarquable des luttes de masse. Assurément, les structures du régime fasciste n'ont pas changé, mais le mouvement de masse connaît une impulsion nouvelle, porteuse de bouleversements...

C.M.. — *Pendant que Leopoldo parlait, vous avez, Lopez Real, manifesté clairement votre désaccord avec une partie de son analyse. Voulez-vous préciser sur quels points porte ce désaccord ?*

**Lopez Real** — Je ne partage pas l'appréciation que Leopoldo a donnée du « triomphe » des candidatures unitaires aux élections des Commissions ouvrières. Comment explique-t-il qu'au sommet (national et au niveau des provinces) de la pyramide des syndicats verticaux, rien ne réponde aux 80 ou 85 % de voix recueillies à la base ? Nous, pour notre part, étions opposés à la participation aux élections : nous avons toujours considéré que c'était une forme d'appui au syndicat vertical, et nous avons refusé toute forme de compromis avec les institutions franquistes. Dès lors, l'autosatisfaction de Leopoldo ne nous paraît pas de mise.

L'Eglise, ensuite. C'est vrai que dans beaucoup de cas, le bas-clergé s'est rapproché du peuple : il y a des curés en prison pour avoir participé à des luttes ouvrières, il y a des curés militants dans des organisations ouvrières. Cela ne m'empêche pas de trouver difficile la compatibilité entre marxisme et clergé. Dans la Hiérarchie, si on trouve par-ci par-là des gens lucides qui voient que le monde évolue et que l'Eglise ne peut ignorer cette réalité, je ne crois pas que cette lucidité soit très répandue...

Quant à ce qui se passe dans l'armée, je suis en désaccord complet avec Leopoldo. Ce n'est pas parce qu'une centaine d'officiers romantiques ont pris position contre le régime, qu'on peut parler d'un changement fondamental dans l'armée. Oui, neuf officiers vont être jugés pour leur attachement à certains principes démocratiques (\*). Mais les postes dirigeants de l'armée sont aux mains des pires ultras, et après la mort de Franco ces positions ont encore été raffermies.

**Leopoldo Alcaraz** — Je voudrais revenir sur les trois aspects controversés : élections syndicales, Eglise, armée.

Elections syndicales d'abord. Les communistes se sont prononcés depuis longtemps pour la lutte à l'intérieur des syndicats verticaux, parce que la masse des travailleurs espagnols s'y trouvait, et nous nous sommes efforcés de combiner la lutte légale à la lutte extra-légale.

Dans ses « *Ecrits de la prison* », récemment traduits en français, Marcelino Camacho observe très justement que « *la lutte possible à l'intérieur des syndicats officiels n'a pas pour but de s'y installer ou de les affermir, mais de faire prendre conscience aux masses, pour leur faciliter la mobilisation qui finira par détruire les syndicats officiels* ». Et c'est dans ce mouvement dialectique légal/extra-légal qu'il faut aussi voir la naissance et le développement des Commissions ouvrières. Pour en revenir aux plus récentes élections, les Commissions ouvrières se sont assigné comme objectif de faire élire de nombreux délégués à tous les niveaux, tout en sachant qu'il y a des difficultés d'accéder à des postes « au sommet ». Malgré ces difficultés, l'objectif a été globalement atteint et les communistes ne sont pas les seuls à considérer ce résultat comme très positif. Dans ce sens, nous nous réjouissons de la prise de position très claire d'organisations comme l'USO (chrétiens), ORT, PTE, ainsi que de différents courants socialistes (PSP, Alliances socialistes, etc.) qui se sont prononcé pour la participation aux récentes élections syndicales, contribuant ainsi à la victoire décisive du mouvement ouvrier.

L'Eglise : il est évident pour nous que l'Eglise actuelle n'est plus celle de 1936. Des changements profonds se sont produits au cours des dernières années. Partant de leur condition sociale et de leurs convictions philosophiques, des masses considérables de chrétiens se sont incorporés à la lutte antifasciste. Les travailleurs chrétiens combattent au coude à coude avec les communistes et d'autres démocrates, apportent une contribution originale à l'ensemble du mouvement ouvrier, à travers l'USO, mouvement des chrétiens pour le socialisme, etc. Conscient de l'importance historique de ces changements, notre parti lutte depuis longtemps pour l'alliance des chrétiens et des marxistes et ouvre ses rangs à la militance des chrétiens dans le parti communiste, sans qu'ils abandonnent pour autant leur foi. Des centaines de chrétiens parmi lesquels d'importantes personnalités comme l'écrivain Alfonso Comín, dirigeant du Parti des communistes de Catalogne (PSUC) sont aujourd'hui des militants à part entière de notre parti. Cette attitude a eu des effets : non seulement les travailleurs catholiques, non seulement le bas-clergé sont engagés dans la lutte, mais même au sein de la Hiéar-

---

(\*) Le 10 mars dernier le Conseil de guerre condamnait sept de ces neuf officiers à de lourdes peines de prison.

chie des choses bougent. La dernière Conférence épiscopale d'Espagne a pris position pour la libération des prisonniers politiques et pour des progrès sociaux. Il ne s'agit donc pas pour nous de traiter les chrétiens comme des marxistes, mais bien de contribuer à ce que l'Eglise se prononce en faveur de changements d'ordre politique.

Quant à l'armée, nous pensons qu'elle ne peut demeurer étrangère aux changements qui se produisent dans le pays, ni aux courants idéologiques qui traversent la société. L'objectif du parti communiste est d'obtenir la neutralité des forces armées face aux changements politiques en cours, et si possible leur appui. C'est exactement la position qu'adopte dès à présent l'Union militaire démocratique, qui groupe plus d'un millier d'officiers, c'est-à-dire plus que le Mouvement des forces armées au Portugal en 1974. Les neuf officiers qui doivent être jugés sous peu symbolisent à nos yeux les forces de l'armée avec lesquelles nous sommes solidaires et qui élargissent le front de l'opposition démocratique. Récemment s'est d'ailleurs constituée l'Union démocratique des soldats, en coordination avec l'UMD et son programme d'action.

*C.M. — Camarade Lopez Real, est-ce que pour vous, la neutralité de l'armée face aux changements profonds qui se préparent, est-ce un objectif romantique ou un objectif valable ?*

**Lopez Real** — C'est un objectif valable, mais il me paraît encore illusoire pour le moment. Le congrès du parti socialiste a réclamé cette neutralité de l'armée; « *El socialista* », organe du PSOE édité en Espagne, se solidarise sans équivoque possible avec les officiers inculpés, dont il réclame la libération. Ce que je crains néanmoins, c'est qu'on ait tendance parfois à prendre ses désirs pour des réalités. Mais devons-nous encore nous attarder à ce problème, alors qu'il y a tant de points importants sur lesquels nos deux partis sont d'accord ?

*C.M. — Nous allons effectivement poursuivre notre tour d'horizon, étant entendu que les larges convergences dont nous pourrions dresser l'inventaire ne doivent en aucune manière masquer les points de divergence.*

*La grosse question que nous abordons à présent concerne l'opposition démocratique. Que recouvre cette formule ? Quelles sont les forces politiques concernées ? Quelles sont les composantes et quelle est la représentativité de l'opposition démocratique ?*

**Leopoldo Alcaraz** — Pour répondre sérieusement à cette question, il faut avoir à l'esprit que nos peuples ont subi près de quarante ans de fascisme. Cela dit je crois pouvoir déclarer que les forces politiques principales, c'est-à-dire celles qui ont un enracinement populaire, qui se situent depuis longtemps dans l'opposition (et certaines depuis 1936) sont les communistes, les socialistes et les démocrates-chrétiens. Il faut y ajouter des forces syndicales nombreuses, U.G.T., Commissions ouvrières, U.S.O., groupes syndicaux du Pays Basque, de Galice ou d'ailleurs. Il est donc difficile de déterminer avec précision où commence et où finit l'opposition, car en fin de compte, c'est la très grande majorité du peuple qui s'y retrouve. Mais comme toujours, il y a dans cette opposition de masse une avant-garde.

**Lopez Real** — Je suis d'accord dans les grandes lignes avec ce qui vient d'être dit. Je crois qu'il n'est guère utile de faire l'inventaire de tous les groupes et de tous les sigles qui se réclament

de l'opposition. Il est assez facile avec trois copains et une machine à écrire, de créer un groupe. Si on veut parler des forces représentatives, le schéma de Leopoldo est valable. Ce qui ne signifie pas qu'on tienne pour rien des ligues dissidentes, trotskistes ou autres qu'on ne finit pas de dénombrer. Mais, encore une fois, les forces principales sont bien les socialistes, les communistes, les démocrates-chrétiens — avec des nuances à l'intérieur de ces dernières, qui sont loin d'être homogènes. C'est vrai qu'il y a aussi de nombreux partis en Espagne qui se réclament soit du socialisme, soit du communisme; ils ne réduisent en rien cependant la représentativité du PSOE et du PCE. La démocratie-chrétienne, elle, est fractionnée. Sa fraction la plus importante est celle de gauche, conduite par Ruiz Gimenez. Mais il existe aussi une fraction dont le porte-drapeau est Gil Roblès, un homme qui a eu un rôle extrêmement néfaste dans le passé, mais qui aujourd'hui se situe dans l'opposition, ce qui évoque pour moi l'histoire de ce Gitan qui, obligé de vendre son âne, le mène au marché en répétant : « Et maintenant, je dois dire que tu es bon ! »... Gil Roblès continue à avoir une influence de masse, et s'il n'est pas une composante de la Plate-forme de convergence, c'est en raison de son anticommunisme. Puisque nous socialistes, avec des relations avec les communistes, l'aile démo-chrétienne de Gil Roblès refuse d'en être.

*C.M. — Le moment est peut-être venu d'expliquer ce que représentent la « Plate-forme » et la « Junte ». Car quand vous évoquez comme forces essentielles de l'opposition démocratique, les socialistes, les démocrates chrétiens, les communistes, ce sont des notions familières à l'opinion publique belge, qu'il ne faut pas traduire...*

**Lopez Real** — ... même si la démocratie chrétienne est différente...

*C.M. — En effet. Mais « Junte » et « Plate-forme », voilà qui nécessite un éclaircissement.*

**Lopez Real** — Au sein de la Plate-forme de convergence, les forces prépondérantes sont le parti socialiste, l'Union générale des travailleurs (UGT), et la démocratie chrétienne de Ruiz Gimenez. Il y a aussi un parti social-démocrate et un parti démocrate social, résultat d'une scission; un mouvement communiste, une organisation révolutionnaire des travailleurs, et il y a le parti carliste. Cette dernière formation a connu une évolution, je crois, exceptionnelle. Jadis, les carlistes constituaient un parti très réactionnaire, traditionaliste, un peu « l'homme des cavernes » sur le plan politique. Ce sont les carlistes qui, pendant la guerre civile, ont signé les répressions les plus cruelles. Maintenant, ce sont des socialistes, et pas n'importe lesquels, puisqu'ils se déclarent autogestionnaires, et qu'ils viennent nous donner des leçons de socialisme.

Enfin, se retrouvent aussi dans la Plate-forme le parti socialiste basque, certaines Commissions ouvrières du Pays Basque. Leopoldo va expliquer ce que représente la Junte. Mais je tiens à souligner tout de suite que ce qui me semble plus important que la Junte et la Plate-forme, c'est le Comité de Coordination entre l'un et l'autre, un Comité riche de promesses pour l'avenir ! (\*)

---

(\*) Le 17 mars 1976, la Junte et la Plate-forme annonçaient à Madrid leur décision d'établir un organisme unitaire, regroupant toute l'opposition.



Un dessin de Willy Wolsztajn

**Leopoldo Alcaraz** — C'est vrai qu'il peut paraître troublant à l'opinion publique, pas seulement en Belgique d'ailleurs, qu'il existe deux formations unitaires représentatives de l'opposition démocratique. C'est pourquoi s'il faut expliquer comment elles se sont constituées, il faut aussi, comme Lopez Real l'a fait, souligner la portée des efforts de coordination. La Junte a été la première des formations unitaires à se constituer, lors de la première maladie grave du Caudillo (juillet 1974). Les forces qui la composent, ce sont les Alliances socialistes de Castille, d'Andalousie, des Baléares, des Canaries, le parti socialiste populaire de Galvan, le parti du travail, le parti communiste d'Espagne, le parti indépendant monarchiste, les Commissions ouvrières, etc. Ce regroupement a été et est un événement important. Mais l'objectif est, au-delà de la Junte, de réaliser une politique unitaire large avec la Plate-forme. D'où l'importance du Comité de Coordination...

*C.M. — Tout à l'heure, Leopoldo disait que l'immense majorité du peuple est dans l'opposition démocratique. Par rapport à cette immense majorité, que représentent la Junte et la Plate-forme ?*

**Leopoldo Alcaraz** — Affirmer que les grandes masses du peuple sont dans l'opposition ne signifie pas qu'elles soient toutes actives, qu'elles soient toutes protagonistes de l'opposition. C'est cependant en s'appuyant sur les réalités et sur les faits, que nous pouvons parler de cette opposition. Le problème, c'est de structurer les forces potentielles, parfois encore passives, en forces actives, luttant pour une alternative claire et crédible. La mort de cette figure charismatique qu'était Franco, a donné un nouvel élan à la mobilisation populaire. Quand nous voyons qu'à Madrid, en Catalogne, au Pays Basque, en Galice, à Valence, à Pampelune et même à Alicante, des centaines de milliers de travailleurs descendent en rue, affrontent la garde civile, crient leur volonté de liberté, exigent de meilleurs salaires, dénoncent la répression, eh bien nous voyons là un peuple en marche !

La structuration des forces d'opposition est elle aussi en marche !

**Lopez Real** — Je pourrais compléter les évocations de Leopoldo en parlant des mineurs des Asturies, de la grève générale de Vitoria et des assemblées massives qui s'y tiennent... On pourrait citer aussi l'attitude de certains dirigeants de syndicats verticaux qui, pris de peur, se livrent à de la surenchère vis-à-vis des ouvriers en grève : quand ceux-ci exigent 50 % d'augmentation salariale, on a vu des « chefs » du syndicat fasciste proposer 400 % d'augmentation ! Tout cela est le signe de la puissance du mouvement qui, comme je le disais tout à l'heure, arrache liberté après liberté. Mais qui pourrait mesurer avec précision cette puissance ? Ce qui est sûr, c'est que si le peuple avait à répondre à un plébiscite par la voix du suffrage universel, les forces démocratiques seraient amplement majoritaires.

**Leopoldo Alcaraz** — Ce qui est aussi caractéristique aujourd'hui, c'est que toutes les mobilisations, même celles qui portent sur des revendications matérielles, ont une portée politique. Tous les problèmes sont politiques aujourd'hui en Espagne, car aucun d'eux ne peut être dissocié du combat contre la dictature. Et cette politisation témoigne de la maturité des peuples d'Espagne.

C.M. — *Ce que vous venez de dire montre aussi que rien n'est cliché et qu'à l'heure où paraîtra cet entretien, le mouvement entraînant le mouvement, beaucoup de choses auront peut-être changé dans votre pays...*

**Leopoldo Alcaraz** — Je voudrais en revenir à l'examen des forces qui se réclament de la démocratie chrétienne. On l'a déjà dit, elle sont fort peu uniformes. On peut y distinguer trois types de groupes. D'abord ceux qui ont un caractère nationaliste, comme le parti nationaliste basque, ou l'union démocrate-chrétienne de Catalogne, ou l'union démocrate-chrétienne de Valence, ou encore l'union en cours de formation en Galice. Au niveau de l'Etat espagnol, c'est cependant la gauche démocrate-chrétienne qui constitue le groupe le plus important. Son porte-drapeau est Gimenez, ex-ministre et ex-ambassadeur de Franco, qui aujourd'hui est parmi ceux qui combattent l'exclusive jetée contre le parti communiste... Enfin, troisième composante de la démocratie chrétienne, la fédération populaire-démocrate de Gil Robles, qui représente la tendance la plus « classique », la plus conservatrice et la plus anti-unitaire, mais qui n'en est pas moins une force d'opposition avec laquelle il faut compter.

C.M. — *Nous avons noté dans la Junte comme dans la Plate-forme, la présence de forces syndicales. Peut-on considérer que toutes les forces syndicales se trouvent soit dans l'une, soit dans l'autre de ces forces d'opposition ?*

**Lopez Real** — Non. Il existe encore des forces syndicales, opposées au juanfranquisme, mais qui ne sont ni dans la Junte, ni dans la Plate-forme. C'est le cas par exemple pour l'USO, engagée dans des luttes concrètes. Par ailleurs, je considère personnellement comme regrettable que la CNT soit encore absente. La CNT, c'était l'autre grande force syndicale traditionnelle, d'inspiration anarcho-syndicaliste, jadis très forte en Catalogne et dans le Levant. On perçoit des tentatives de reconstitution de la CNT, surtout en Catalogne, et il me semble qu'elle pourrait resurgir demain, que le mouvement reste un pôle d'attraction pour un certain nombre de travailleurs espagnols, car il y a une pincée d'anarchisme chez tous les militants ouvriers de notre pays, y compris chez les socialistes et les communistes...

**Leopoldo Alcaraz** — Je me garderai de jouer aux prophètes, et m'en tiendrai au réel. Aujourd'hui, ce qui compte vraiment sur le plan syndical, ce sont : l'USO, l'UGT et les Commissions ouvrières, qui ont un enracinement dans le pays. Mais il faut souligner que les C.O. ne prétendent être — ni devenir demain — un syndicat ouvrier : c'est un mouvement socio-politique. Social, parce que solidaire des intérêts de la classe ouvrière, et politique, parce que conscient, au nom précisément de ces intérêts, qu'il lui faut combattre le régime franquiste.

C.M. — *D'entrée de jeu, nous nous sommes interrogés sur l'évolution intervenue au sein de l'Eglise et de l'armée, et ce fut l'occasion d'une controverse. Je voudrais vous demander votre avis sur ce qui se passe dans un autre secteur de la superstructure : l'université, voir avec vous si la classe ouvrière y trouve des alliés dans sa lutte pour une société démocratique.*

**Lopez Real** — On s'est toujours battu contre la dictature à l'université ! On peut même rappeler que ce sont les étudiants —

avec d'autres forces — qui ont fait tomber Primo de Rivera. Depuis lors, le pouvoir franquiste n'a jamais été « sûr » de ses universités. Mais aujourd'hui, ce qui est encourageant, c'est la liaison qui s'établit entre luttes ouvrières et luttes étudiantes, et qu'aux étudiants se joignent de plus en plus de jeunes et même de moins jeunes professeurs. Il y a même des professeurs qui ont jadis appuyé le régime et qui aujourd'hui le combattent ouvertement, aux côtés des étudiants. Ce n'est pas un hasard si l'université sert souvent de cadre à des rencontres politiques retentissantes. Dernièrement, il y a eu à l'université de Madrid une conférence avec Pablo Castellano, Ruiz Gimenez et Sanchez Montero, à la suite de laquelle ce dernier a été arrêté. Quelques jours plus tard, Felipe Gonzalez, Ruiz Gimenez, Tierno Galvan et Sanchez Montero devaient participer à une autre conférence de la même université; elle n'a pas eu lieu, par solidarité des premiers avec Sanchez Montero...

Même du côté de la magistrature, ça bouge : il existe une organisation de la magistrature démocratique, et il se trouve des jeunes magistrats très radicaux qui prônent l'autogestion au palais...

*C.M. — Il est un autre problème qui affleure depuis le début de cet entretien et tient dans les luttes une place importante : c'est une certaine dynamique nationale. Comment expliquez-vous cette dynamique ? S'agit-il d'un phénomène nouveau, comparable aux poussées régionales en France ou en Angleterre ?*

**Leopoldo Alcaraz** — Non, ce n'est pas un phénomène nouveau. La donnée première qu'il faut bien voir, c'est que l'Etat espagnol est un Etat multinational et multirégional. Le régime franquiste a aboli les droits autonomes des différents peuples qui composent l'Etat espagnol. Mais en dépit de sa cruauté, la répression franquiste n'a pu abolir la conscience nationale de ces peuples. Quand Felipe Gonzalez est venu à Bruxelles il a rappelé que de crier « Vive Franco » en catalan était un acte subversif, passible d'une peine de prison. Concrètement, la conscience nationale et la volonté démocratique ont débouché depuis plusieurs années sur la mise en place, en Catalogne, de l'Assemblée démocratique de Catalogne, et dernièrement, du Conseil des Forces politiques de Catalogne, où siègent onze partis. Le PSOE n'en est pas, parce que certaines de ces forces s'y sont opposé, et nous considérons que s'est une erreur. Au Pays Basque, l'unité progresse aussi : le gouvernement basque en exil comprend pour l'essentiel le parti nationaliste basque, l'UGT, le parti socialiste ouvrier, le groupe Solidarité des travailleurs basques. Tout récemment, il s'est formé une Assemblée démocratique basque, composée par le parti communiste d'Euzkadi, les Commissions ouvrières, le parti du travail et d'autres groupes. Enfin, il faut aussi citer l'Assemblée populaire basque, composée du Mouvement communiste d'Espagne, de l'O.R.T. etc. Pour notre part, nous considérons que le gouvernement basque en exil constitue l'alternative la plus concrète, à condition que le P.C. d'Euzkadi, les Commissions ouvrières et d'autres forces y participent.

**Lopez Real** — Nous aussi, nous l'appuyons.

**Leopoldo Alcatraz** — On pourrait citer encore d'autres exemples, en Galice notamment, où on s'achemine vers « un pacte national galicien ». En tout état de cause, toutes les forces de l'opposition comprennent qu'elles ont un ennemi commun : le régime juan-fran-

quiste, la dictature fasciste au niveau de l'Etat. Aussi quand elles prennent appui sur la conscience nationale, ces forces lient leur lutte de libération nationale à la lutte contre la dictature. Il ne peut y avoir d'autonomie au Pays Basque, en Catalogne ou en Galice, ni de développement régional ailleurs aussi longtemps que dure le régime fasciste.

**Lopez Real** — Je suis globalement d'accord avec ce qu'a dit Leopoldo. Les positions de mon parti sont claires. Nous nous sommes prononcés pour une république, et pour une république fédérative. Bien entendu, si le peuple espagnol se prononce pour la monarchie, nous nous inclinons, mais nous continuerons à lutter pour l'avènement d'une république.

**Leopoldo Alcaraz** — Nous aussi, nous avons opté, et depuis longtemps, pour le fédéralisme, et bien sûr pour la république. Au sein du parti, nos structures sont d'ailleurs déjà fédéralisées.

Mais puisque nous parlons de libération nationale, nous devrions exprimer notre solidarité avec le peuple saharoui et le front polissario. Car le colonialisme espagnol porte de lourdes responsabilités dans la situation explosive au Sahara occidental : l'accord signé l'an dernier par l'Etat espagnol, le Maroc et la Mauritanie a fait fi du droit à l'autodétermination du peuple saharoui, et il produit aujourd'hui des effets dangereux.

**Lopez Real** — En vérité, c'est un génocide qui est pratiqué au Sahara, et un grand mouvement de solidarité avec le front polissario se développe actuellement en Espagne, et tout spécialement aux Canaries. Nous nous y associons sans réserve.

*C.M. — Nous en venons à une question qui s'impose d'autant plus que nous nous trouvons à Bruxelles, capitale de la Communauté économique européenne. Quelles sont à votre avis les conditions minima auxquelles devrait répondre l'Espagne, pour pouvoir adhérer à la CEE ?*

**Lopez Real** — Ce que nous attendons de la CEE, c'est tout simplement qu'on ne fasse pas une exception pour l'Espagne, mais qu'on s'en tienne au traité de Rome, qui exige le constat d'un régime démocratique. Bien sûr, la CEE actuelle n'est pas l'Europe dont nous rêvons, mais elle existe, et pour l'Espagne franquiste, ce serait déjà un atout politique d'entrer en conversations avec la CEE pour une éventuelle adhésion. Il s'agit pour les autorités de Madrid de donner le change, de faire passer des promesses vagues comme un acquis démocratique. C'est pourquoi il est si important que la CEE ne tienne compte que des faits. Il a été dit par exemple que les exilés politiques pourraient rentrer au pays, à l'exception d'une « demi-douzaine » selon Motrico, de « quelques douzaines » selon Fraga Iribarne. Je tiens à signaler qu'en ce qui me concerne, j'ai demandé mon passeport à l'ambassade; on m'a dit qu'on me donnerait un sauf-conduit pour aller en Espagne, et que là je devrais me rendre à la direction générale de la Sûreté pour demander mon passeport. J'ai déclaré que jamais je ne m'étais présenté volontairement à la direction de la Sûreté, et que je n'étais pas disposé à commencer maintenant... Mais, avec beaucoup d'autres camarades, je souhaite ardemment rentrer en Espagne, car avec tout ce qui reste à faire, il n'y aura jamais trop de militants...

**Leopoldo Alcaraz** — Ce n'est pas d'aujourd'hui que le Parti communiste d'Espagne demande l'entrée du pays dans la CEE, dès que les conditions démocratiques seront réunies. L'Europe des Neuf est une réalité à laquelle nous ne pouvons pas nous soustraire, et si la lutte doit être menée pour une Europe des travailleurs, c'est aussi à l'intérieur de la CEE qu'il faut la mener. Nous nous sentons Européens à part entière. Quand les négociations seront entamées entre une Espagne démocratique et la CEE, nous aurons quelque chose à dire. Mais la CEE ferait preuve de myopie politique et elle trahirait même le Traité de Rome si elle ouvrait ses portes à l'Espagne actuelle, qui n'est pas démocratique.

**C.M.** — *Dernière question, chers camarades. Qu'attendez-vous de l'opinion publique progressiste en Belgique, cette opinion qui depuis quarante ans a manifesté sa solidarité avec les peuples d'Espagne ?*

**Lopez Real** — C'est vrai que le problème espagnol a toujours été ressenti de manière très forte en Belgique. Quand je suis arrivé ici en 1948, après sept ans de prison et deux ans de clandestinité, j'ai été très frappé par la chaleur de cette solidarité, et je me souviens des applaudissements qui saluaient les participants espagnols au défilé du 1er mai. Les liens entre les partis progressistes d'Espagne et de Belgique ont toujours été étroits. Ce que nous demandons à cette opinion publique aujourd'hui, c'est de ne pas se laisser tromper, d'être vigilante, de continuer à donner appui aux luttes populaires de chez nous, et de leur faire écho.

**Leopoldo Alcaraz** — Faut-il rappeler que c'est en Espagne qu'a été livrée la première bataille contre le fascisme ? Les travailleurs et les démocrates belges ont participé à cette bataille; certains sont morts les armes à la main. S'il est certain que la défaite de la dernière dictature d'Europe bénéficiera d'abord aux peuples d'Espagne, il me semble qu'elle sera aussi bénéfique aux peuples de toute l'Europe, tant il est vrai que cette dictature pollue l'atmosphère politique du continent. Le gouvernement espagnol s'efforce de tromper l'opinion publique nationale et internationale. Dans cette entreprise, il peut compter sur l'appui explicite et sans réserves des Etats-Unis et de certains gouvernements d'Europe. Il s'agit donc de combattre ensemble cette campagne d'intoxication, et de nous assurer, aujourd'hui comme hier, votre appui moral et politique.

**Propos recueillis par Rosine Lewin.**

# Quelques livres sur l'Espagne

ECRITS DE LA PRISON, par M. Camacho

« Ecrits de la prison » rassemble les causeries que Marcelino Camacho a faites entre mars 1967 et novembre 1975 dans les diverses prisons franquistes où il a séjourné. Causeries destinées aux autres prisonniers politiques, et portant sur l'histoire du mouvement syndical en Espagne, sur sa fonction, sur le rôle des Commissions ouvrières, sur l'« alternative syndicale » de l'après-franquisme.

Ce sont des textes d'une remarquable simplicité qui concentrent de longues années d'expérience de la lutte ouvrière.

Camacho distingue trois étapes dans l'histoire du mouvement ouvrier de son pays : avant 1850, avec les sociétés de secours mutuel; à partir de 1850 (année décisive pour la formation de la société capitaliste par l'entrée massive de capitaux étrangers), avec la naissance des Commissions des classes ouvrières; et après 1870, avec la transformation des sociétés de secours mutuel en syndicats de classe.

D'entrée de jeu, Camacho refuse toutes les œillères syndicales. Il situe la lutte politique comme une forme supérieure et indispensable de la lutte des classes, et souligne l'importance de la lutte idéologique.

Mais l'histoire qu'il nous raconte — qu'il racontait à ses compagnons de captivité — éclaire bien des aspects, généralement mal connus chez nous, des luttes contre la bourgeoisie espagnole. Le 1er congrès ouvrier, où se constitue la Fédération régionale espagnole, adhérent à la Première Internationale (A.I.T.) date de 1870. La scission ne tardera pas, alimentée par des débats sur le rôle de la politique : on touche du doigt le fameux anarcho-syndicalisme espagnol, qui a des racines profondes et lointaines. L'influence de Bakounine a été considérable. En dépit d'une adhésion explicite aux statuts de l'AIT, l'apolitisme de la majorité de la Fédération régionale espagnole se mâtinait d'un attachement aux mots d'ordre d'abolition immédiate de l'Etat et d'antiautoritarisme. La base économique de ce courant anarchiste, Camacho la situe « dans la nombreuse paysannerie affamée et qui ne pouvait pas attendre, dans le nombreux artisanat, dans ces ateliers de tissage familiaux de Catalogne poussés à la fermeture et à la ruine par la naissante industrie moderne... »

Et cependant, il faut savoir que quinze ans avant la Charte de Quaregnon du Parti ouvrier belge, le Parti démocratique socialiste ouvrier, dont Pablo Iglesias était le secrétaire, lançait un manifeste proclamant que son but était « l'abolition des classes, c'est-à-dire l'émancipation complète des travailleurs, la transformation de la propriété individuelle en propriété sociale c'est-à-dire de la société entière; la possession du pouvoir politique par la classe ouvrière. » Et Camacho d'ajouter : « Ce fait, ainsi que la formation ultérieure du parti socialiste ouvrier d'Espagne fut historiquement transcendant, déterminant, pour l'histoire du mouvement ouvrier et pour le pays pendant plus de cinquante ans. »

Parce que le nom de Marcelino Camacho est attaché à l'histoire des Commissions ouvrières, le lecteur savourera tout particulièrement

ment les pages consacrées à cette extraordinaire forme de lutte contre le fascisme. « Sans défense face aux capitalistes, à cause de l'atomisation du très petit nombre de membres de chacune des nombreuses organisations clandestines existantes qui, d'ailleurs, n'avaient pas de contact réel avec les larges masses, et nantis de syndicats officiels au service des exploitateurs, les travailleurs des peuples de l'Etat espagnol, dans la nouvelle situation, n'avaient d'autre alternative que de créer leurs propres formes d'autodéfense d'abord, offensives ensuite, ou de disparaître en tant que classe consciente, capable non seulement d'être présente mais encore d'avoir une existence propre au sein de la société ».

Comment elles sont nées, comment elles se sont développées, en « *mouvement de masse revendicatif, de classe, ouvert, unitaire, démocratique et indépendant* », Marcelino Camacho l'explique posément. C'est une grande leçon, modeste et lumineuse.

**R. L.**

Ecrits de la prison — Editions sociales 1976 — 155 pages.

### **DEMAIN L'ESPAGNE, entretiens avec S. Carillo**

Régis Debray et Max Gallo interrogent, Santiago Carillo, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne répond : dans une forme souple et vivante, étrangère au traité de politologie exhaustif et définitif, un grand nombre de problèmes sont ici abordés. Très modestement, S. Carillo y décèle « des pincées d'idées et des ébauches de réflexion ». Il y a beaucoup plus que cela dans ces entretiens, mi-provocants, mi-amicaux, qui portent sur quarante ans d'histoire d'Espagne, la personnalité de Santiago Carillo, la place de l'URSS dans la vie des partis communistes hier et aujourd'hui, et bien entendu le devenir de l'Espagne après Franco.

Ce n'est pas prendre le problème par le petit bout que d'évoquer la « carrière » du secrétaire-général du PCE. Car elle est exemplaire, étroitement liée à l'histoire de la classe ouvrière de son pays.

L'homme a vingt ans en 1936, quand Franco donne le signal de la rébellion contre la légalité républicaine, et déclenche la guerre civile. Son père et son grand-père sont des ouvriers fondeurs. Santiago grandit dans le militantisme : l'image lui est familière des gardes civils emmenant son père en prison, après une grève ou après une manifestation. Il connaît la misère : ses premières chaussures, il les reçoit à neuf ans, et à treize ans, il quitte l'école pour rapporter un salaire. A dix-huit ans, secrétaire-général des Jeunesses socialistes, il a déjà été deux fois en prison.

A l'époque (1934), les Jeunesses socialistes constituent la base organique de la gauche dans le parti. Une base dynamique, qui pratique l'unité d'action avec la Jeunesse communiste : la J.S. est convaincue que seule la politique d'unité avec tous les antifascistes peut enrayer la montée du fascisme. Carillo raconte ce que fut le mouvement insurrectionnel d'octobre 1934, qui culmina aux Asturies, et pourquoi il échoua. Il raconte comment subjugué par la Révolution d'Octobre — « *C'est cela que je veux* » — il se rapproche des communistes pour adhérer, en décembre 1936 au parti communiste — mais pas seul — avec tous les dirigeants de la Jeunesse socialiste.

Il raconte la guerre civile, la défaite, l'exil, la clandestinité toujours militante. Il explique ce qui a changé depuis 1936, dans le monde et en Espagne. Il indique ce que pourrait être le « post-franquisme », étant entendu que Juan Carlos ne serait que le continuateur du Caudillo. « *C'est un régime qui instaurerait la liberté qui existe par exemple dans les pays d'Europe occidentale : le suffrage universel, les partis, le droit syndical, le droit de réunion, de presse, de manifestation* ». Et interrogé sur les risques d'une convergence, même momentanée, entre le mouvement ouvrier et un secteur du capitalisme en Espagne, le secrétaire-général du PCE répond : « *Evidemment, la bourgeoisie espagnole, les forces capitalistes ont de plus en plus confiance en la possibilité de se maintenir dans le cas d'un changement politique en Espagne. D'abord, l'Espagne est placée dans l'aire géographique occidentale. Ce changement politique va se faire sans détruire l'appareil d'Etat. Ils pensent que leur sort va être lié à celui du capitalisme européen. Autant de garanties face à un risque éventuel. Tout cela au moment où il n'y a plus d'issue pour le franquisme. Ils songent donc à intégrer le mouvement ouvrier dans le système : le danger est là évidemment. Mais le vrai problème se pose ainsi : aujourd'hui, il y a intégration forcée; c'est le régime franquiste qui intègre tout le monde dans le système, de force. Demain, oui, cela risque de continuer par d'autres moyens, mais nous aurons en tous cas davantage de possibilités de gagner les masses laborieuses au socialisme, en démocratie que sous le fascisme.* »

C'est bien l'enjeu des batailles actuelles...

Editions du Seuil — collection Combats 1974 — 224 pages.

## **GUERRE ET REVOLUTION, par Georges Soria**

On est d'abord séduit par l'image. Une image innombrable, diverse, accrocheuse, qui fait de ce livre l'histoire un album qu'on ne se lasse pas de feuilleter. Les couleurs somptueuses de Picasso ou Goya alternent avec la grise misère paysanne, avec les images de défilés ouvriers; les évocations de supplices avec des caricatures politiques ou des plongées dans le charme discret de la bourgeoisie. Les éditeurs ont eu raison de faire la place généreuse à l'image : elle livre à elle seule quelques clés de l'Espagne.

Mais il y a aussi le texte de Georges Soria, solide et brillant.

Ce premier volume de la série « Guerre et révolution » (qui promet d'en avoir cinq) s'intitule « La genèse ». Il offre une analyse de la société espagnole qui, de parenthèse en flash-back, remonte souvent jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle et même plus haut. Soria entend ainsi éclairer l'héritage légué à la II<sup>e</sup> République et la laborieuse naissance du Front populaire, montrer quelles forces économiques, sociales et politiques soutiennent le coup d'Etat de juillet 1936, dont Franco fut « le père spirituel ».

En 1931, à l'heure où la monarchie s'effondre, la société espagnole repose toujours sur « quatre pouvoirs » : l'aristocratie, la grande bourgeoisie d'affaires, l'armée et l'Eglise.

Les « grands d'Espagne » totalisent à eux seuls un demi-million d'hectares de terres où ils règnent en maîtres, s'acharnant à vivre de la terre sans la travailler. Si dix mille familles possèdent environ la moitié des terres figurant au cadastre national, un million et demi d'ouvriers agricoles sont absolument démunis de tout. Entre ces

deux pôles, une couche de moyens propriétaires affectent un visage particulier selon les régions. C'est dire que le problème agraire constitue une charge explosive pour la Ile République.

La grande bourgeoisie, qui doit son pouvoir à une concentration industrielle et financière très rapide, vend à l'encan le patrimoine minier du pays. Le dernier tiers du 19e siècle avait vu surgir les hauts-fourneaux au Pays Basque, s'amplifier en Catalogne notamment l'industrie textile, se développer les chemins de fer et l'électrification. Mais cet âge d'or de la grande bourgeoisie allait de pair avec sa nullification politique : d'abord plus ou moins libérale, elle se plaça bientôt — vers les années septante — sous la coupe de l'aristocratie. Quant à la petite bourgeoisie, très vulnérable et vivant au-dessus de ses moyens, elle allait être la proie facile de l'agitation antiouvrière.

Aux mains d'un haut commandement réactionnaire, l'armée était livrée à un « *hallucinant désordre* », alimenté par la corruption et les pronunciamientos. Après le coup d'Etat de Primo de Rivera, l'armée était devenue « une secte politique organisée », devant laquelle se prosternerait l'aristocratie terrienne. La guerre coloniale allait lui donner « *la toute première place dans la direction politique du pays* ». Et l'Eglise, quatrième pouvoir, « *dépositaire du destin de la nation* » et immensément riche, est marquée par un passé fanatiquement persécuteur. Mais rien ne pourra empêcher la lente déchristianisation du pays...

Les quatre pouvoirs vont se liguier contre la République, que les caricaturistes de l'époque appelèrent « *niña bonita* » (une belle gosse). Si l'adversaire est résolu, et si l'héritage est lourd, l'équipe dirigeante de 1931 est hétéroclite — avec comme traits dominants le rose pâle et l'anticléricalisme. L'étonnante galerie de portraits des Azana, Zamora, Martinez Barrio que trace Soria aide à comprendre les épreuves qu'allait connaître la « *niña bonita* ». Mais sans doute est-ce dans les chapitres qui cernent la montée du Front populaire, qui évoquent les coûteuses grèves insurrectionnelles de 1934, le rôle des femmes, puis la campagne électorale de 1936 et la stupéfiante victoire de la gauche le 16 février — aussitôt suivie de la violence factieuse — que le lecteur sent vibrer le mieux l'Espagne d'aujourd'hui et de demain.

R.L.

## Hebdo 76

CHAQUE MERCREDI

un terrain de confrontation

ET de rassemblement pour les différents courants de la gauche en Belgique

Aux lecteurs des « Cahiers Marxistes » HEBDO 76 offre

★ un abonnement cadeau (essai) de 3 mois : 300 F

★ un abonnement annuel : 1.400 F (— 25 ans : 1.200 F) payable en 1 ou 2 tranches.

(A verser au compte 068-0542410-13 (Crédit Communal) d'Hebdo 76)

« HEBDO 76 » 26, rue Paul Emile Janson, 1050 Bruxelles.

## « Nemesis médicale » d'Ivan Illich

*Pourquoi la commission « Santé » du Parti communiste de Belgique a-t-elle jugé utile d'organiser récemment une table ronde sur le livre d'Ivan Illich, « Nemesis médicale » (1) ?*

*Il faut savoir d'abord que cette rencontre faisait suite à trois autres, organisées successivement sur les thèmes de la parenté responsable, de la médecine du travail, du médicament, et qu'elle précède deux tables rondes qui seront consacrées l'une à la réforme des commissions d'assistance publique, l'autre aux droits du malade mental.*

*Dans le cadre de ce programme, « Nemesis médicale » a été retenu comme thème parce que des articles passionnés, entretenant le prestige d'Ivan Illich, lui ont été consacrés, et que le livre soulève quelques problèmes réels et brûlants. C'est pour le surplus un assez extraordinaire amalgame d'évidences et de contre-vérités, de critiques fondées et de débordements spiritualistes, amalgame qui débouche sur des conclusions d'autant plus dangereuses à nos yeux qu'elles se prétendent « radicales ».*

*L'invitation à la table ronde du 14 février 1976 ne préjugait en rien de l'orientation du débat, qui était totalement ouvert. Un groupe de travail en avait assuré la préparation. Une vingtaine de personnes ont pris part à la discussion.*

---

(1) C'est dans les termes suivants que les Editions du Seuil, qui publient « Nemesis médicale », présentent Ivan Illich : « Né à Vienne en 1926, a fait des études de cristallographie, d'histoire et de philosophie à Florence, Salzbourg et Rome. Après avoir travaillé à New York, dirigé l'université catholique de Porto-Rico, et traversé l'Amérique latine à pied, il a fondé à Cuernavaca (Mexique) le Cidoc, centre d'initiation; à la culture latino-américaine et d'analyse critique de la société industrielle ».

*Le texte qui suit reprend dans ses grandes lignes l'analyse de « Nemesis médicale » faite par le groupe de travail. Il relève les objections principales formulées à l'égard de cette analyse, les arguments échangés et finalement les conclusions de la table ronde (2).*

## NEMESIS OU LA VENGEANCE DES DIEUX

La médecine telle qu'elle est organisée — ou désorganisée — rend-elle les services qu'on est en droit d'en attendre, ou que l'on suppose qu'elle rend ? Telle est la question de fond soulevée par Illich. Il la tranche par un postulat : non seulement la médecine, telle qu'elle s'est développée et telle qu'elle est pratiquée dans les pays industrialisés n'améliore pas le niveau de santé des populations, mais pis encore, elle les rend malades, elle secrète elle-même la maladie (« iatrogenèse »). Cette médecine est tellement malsaine qu'il serait, de l'avis de I.I., stupide que les travailleurs revendiquent un accès égal à la distribution des soins. De même, l'auteur estime dans un autre livre, stupide et nocif de revendiquer une amélioration du système scolaire ou du système des transports en commun. Ces institutions sont devenues meurtrières; il s'agit de les combattre.

L'analyse du dernier chapitre permettra de saisir la « philosophie » générale du projet illichien.

1. — « Naguère encore, c'était aux luttes opposant les nations ou les classes qu'étaient imputables les maux infligés à l'homme par l'homme. Aujourd'hui et les statistiques en témoignent, les conséquences des entreprises « pacifiques » sont aussi destructrices dans les domaines physique, social et psychologique, que les guerres ». (p. 202)

C'est un postulat fondamental : les institutions de la société industrielle (quels que soient les fondements de cette société) font plus de tort à l'humanité que les guerres et autres luttes d'autrefois. Dans le même souffle, I.I. dresse l'acte de décès des luttes de classes.

2. — « Mais alors même qu'il lui faut se garder sur deux fronts, contre la nature et contre son voisin, il existe un troisième front d'où sa propre humanité le menace. L'homme doit survivre à son rêve malsain, celui auquel dans toutes les cultures antérieures à la nôtre, les mythes ont donné formes et limites ». (p.203)

A part les conflits qui l'opposent à la nature et à son voisin, l'homme doit donc faire face au danger que représente sa folie des grandeurs (le rêve prométhéen) : vouloir toujours mieux, toujours plus, voire même échapper à la mort. Or, jadis, les mythes fixaient des limites à cette folie.

3. — « L'Hybris industrielle a brisé le cadre mythique qui fixait les limites à la folie des rêves ». (p.203)

Les mythes préservateurs de naguère ont été détruits par la société industrielle, tout le monde dépasse les limites sacrées et Nemesis frappe les masses.

---

(2) Le groupe de travail était composé de Walter Burniat, Jean Donkers, Aldo Perisino. La table ronde était présidée par Elie Vamos. Jacques Lemaitre en a donné les conclusions.

4. — « Nemesis s'est annexé la scolarisation universelle, l'agriculture, les transports en commun, le salariat industriel et la médicalisation de la santé... » Or, si l'espèce veut survivre à l'éclipse du mythe, il lui faut précisément apprendre à maîtriser politiquement ses rêves de convoitise, d'envie, de paresse. Il faut que se substitue aux anciennes barrières du mythe, une limitation politique de la croissance industrielle. »

Dès lors qu'il n'est plus contraint par les limites du sacré, l'homme laisse libre cours à son rêve prométhéen. Il perfectionne sans cesse l'outil, en répand l'usage, l'utilise au maximum de ses possibilités. Les réalisations qu'il obtient ainsi sont polluantes, destructrices. Car si la production industrielle mène à la surproduction, celle-ci tend à engendrer la « contreproductivité », c'est-à-dire une abondance de biens telle qu'elle entrave le progrès au lieu de le servir. Cette contreproductivité se manifeste aussi dans le domaine des services. Nemesis, c'est le choc en retour du progrès industriel, la vengeance de la bonne Nature sur la méchante industrie.

5. — « Une seule démarche peut éveiller l'homme à la conscience de l'origine onirique des institutions productrices de lâcheté, de vanité, d'envie et à la fois l'engager dans la maîtrise des sources du mirage industriel : c'est la lutte politique pour le droit à l'intensité de l'acte productif personnel. » Puisqu'il n'est pas possible de revenir aux anciens mythes, il faut donc pour ne pas sombrer dans le péché, que chacun prenne en mains son destin, sur un plan individuel, et dans un retour au libéralisme triomphant (3).

### LES TROIS PECHES CAPITAUX DU PROGRES

Telles sont, à peine schématisées, les interprétations que I.I. donne de l'histoire de l'humanité, arrivée au stade industriel. Interprétations fortement marquées par la formation religieuse de l'auteur, qui tend constamment à mélanger les plans de l'éthique et du sacré, de la science et de la prédication.

*Certes, quelque deux cents pages bourrées de chiffres et d'érudition précèdent ces considérations. Mais, on notera que non seulement ces données qui se veulent scientifiques débouchent sur une construction purement idéaliste, mais que de surcroît n'apparaît jamais l'ombre d'une analyse politique, ou d'allusion à la notion de classe ou de pouvoir.*

Et cette érudition ? Elle est souvent fragile. En voici quelques exemples, empruntés à la démonstration — centrale de son livre — du caractère iatrogène de la médecine. Selon I.I., la iatrogénèse peut être clinique — elle recouvre alors les maux engendrés par la pratique médicale dans ses aspects techniques — elle peut être sociale, et met alors en cause la transformation des citoyens en patients conditionnés à consommer (entre autres choses) de la médecine — elle peut être structurelle et concerne dans ce cas le

---

(3) On essaiera en vain de mieux cerner le propos illichien de « droit à l'acte productif personnel ». Ce droit est inscrit dans « un fondement éthique reconnu au sein d'un nouveau type d'impératif : ...agis de telle sorte que ton action soit compatible avec la permanence de la vie authentiquement humaine. Or, quelques lignes plus haut (p. 208), la vie authentiquement humaine est définie comme celle dans laquelle l'action est fondée sur l'impératif énoncé, et, un peu plus loin, il est précisé qu'elle ne peut être considérée comme « extrêmement élastique et indéfiniment redéfinissable par un expert ».

conditionnement des hommes à chercher dans la médecine un remède à la souffrance, à l'infirmité, à la mort.

*Iatrogénèse clinique.* — « L'ensemble des moyens médicaux ont peu modifié les profils épidémiques », affirme I.I., et d'évoquer notamment le cas de la tuberculose, qui aurait cessé d'être meurtrière quand s'ouvrit le premier sanatorium en 1904. Mais comment comparer 1860 et 1975, puisque jusqu'en 1860 on ne dispose pas de statistiques valables de la tuberculose, le bacille de Koch n'ayant été découvert qu'en 1882 ? Et pourquoi « oublier » que l'hygiène fait partie de la médecine ? Pourquoi être muet sur la quasi-disparition de la diphtérie, de la méningite tuberculeuse, de la polyomyélite, du tétanos, de la fièvre purpurale ? S'il est vrai que dans certaines conditions, l'hôpital produit des maladies, il s'agit de savoir si c'est « la rançon du progrès » ou si c'est la conséquence de choix budgétaires d'un pouvoir que I.I. ignore résolument.

*Iatrogénèse sociale.* — I.I. constate que la part du Produit national brut consacrée à la médecine ne cesse d'augmenter, que la consommation médicamenteuse connaît un essor continu. Ce sont des faits incontestables, établis par bien d'autres avant lui. Mais quelles en sont les causes ? Et d'abord, est-il démontré que la part croissante investie par les soins de santé dans le PNB est un fait négatif ? En Belgique par exemple, nous nous inquiétons depuis longtemps — et nous ne sommes pas seuls — de l'impossibilité d'évaluer l'efficacité des dépenses sanitaires, parce que les statistiques sont carentes et que les études sont impraticables (notamment en raison de certaines attitudes de l'Ordre des médecins). La consommation médicamenteuse se développe certes; peut-on en rendre responsables les seuls médecins ? A notre avis, non, car c'est tout le système économique, la propriété privée des moyens de production, la course au profit, la pression de la publicité exercée par les trusts du médicament — qui pèsent sur le comportement des médecins et des patients. Mais encore une fois, I.I. reste étranger à toute analyse économique et politique de la société. Et cela l'amène à faire même le procès de la médecine préventive.

*Iatrogénèse structurelle.* — Dans ce chapitre, I.I. s'en prend à la responsabilité de la médecine et des médecins dans la genèse d'une civilisation où l'homme veut à tout prix éviter la souffrance, les handicaps et la mort. A l'en croire, ce souci serait un objectif historiquement nouveau, car les « cultures traditionnelles » donnaient un sens à la douleur, la maladie et la mort alors qu'actuellement, la médecine dépouille les hommes de leur capacité de se prendre en charge vis-à-vis de la souffrance et de la mort.

## LE PASSE MYTHIFIÉ

La discussion à ce sujet fut assez vive à la table ronde. Il est évident en effet que dans les pays capitalistes développés, la tendance existe à mettre en œuvre abusivement des techniques hospitalières très sophistiquées. Mais, outre qu'il n'est pas facile de déterminer à quel moment commence l'abus, il est faux d'opposer à un passé où les hommes faisaient face à la maladie et à la mort, une période contemporaine où les hommes seraient dépossédés de leur mort par la médecine. L'Histoire ne fournit pas de preuves de pareille évolution et I.I. leur substitue des développements théologico-linguistico-sociologiques fort peu convaincants. De fait, la mort n'a jamais « appartenu » aux gens. Historiens et praticiens de la

médecine ont échangé à ce propos des vues convergentes. C'est précisément pour échapper à la souffrance et pour se protéger du néant de la mort que l'homme s'est pendant si longtemps enveloppé de mythes et de dieux. Le passé est travesti par I.I. en âge d'or (4).

Et cependant, plusieurs intervenants à la table ronde y ont insisté : dans le fatras d'idées que livre Ivan Illich, certains faits signalés méritent l'attention.

C'est vrai que la surconsommation médicale et médicamenteuse est parfois dangereuse, mais cette surconsommation est due au fait que le patient, le médecin, le pharmacien deviennent facilement, qu'ils le veuillent ou non, les instruments du type de société dans laquelle ils vivent, c'est-à-dire en l'occurrence une société fondée sur la croissance économique et le profit. Les relations entre le développement de la thérapeutique et l'expansion de l'industrie du médicament sont évidentes.

C'est sans doute vrai que le système tend à « transformer le monde en hôpital pour patients à vie » mais il faut dire que les structures économiques et sociales placent les dispensateurs de soins dans l'impossibilité de maîtriser l'outil et de remplir convenablement leur rôle d'éducateurs sociaux.

Et il faut ajouter que la médicalisation des problèmes a pour le système le double avantage d'abaisser le seuil d'entrée dans les structures sanitaires qui servent de support au profit et d'utiliser la médecine comme tranquillisant social de façon à éloigner la prise de conscience du caractère pathogène de notre société.

Mais le ton emphatique, les manipulations d'auteurs, le charabia d'Illich, son orientation anti-scientifique et passéiste — et surtout ses conclusions aberrantes, tout cela est réel aussi. On ne peut juger son œuvre sur un chapitre, ou à partir d'articles à sensation publiés dans certains journaux. C'est l'ensemble de « Nemesis » — éclairé par les autres ouvrages de l'auteur — qu'il s'agit de prendre en compte.

I.I. parle de « seuil » de la médecine, parle de santé. Les définitions sérieuses font cependant défaut. « Se révolter et persévérer, endurer et se résigner, fait partie intégrante de la santé de l'homme », écrit-il. Comment se rallier à pareille conception ? La santé d'un individu, ce n'est pas seulement sa capacité personnelle de faire face et de s'adapter à son environnement, c'est aussi et surtout la capacité de modifier cet environnement et de le rendre adéquat, l'aptitude à réaliser ses aspirations et à créer les conditions de la joie de vivre...

Lors de tables rondes précédentes de la commission santé, et à d'autres occasions, nous avons déjà souligné que les sommes considérables qui ont été dépensées dans le secteur sanitaire depuis

---

(4) « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible : ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine; et en effet, ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé ». La Bruyère — « Caractères » Chapitre XI — « De l'Homme ».

trente ans ne paraissent pas avoir amélioré de façon très significative le capital santé de la population (aux U.S.A. par ex. où l'on dispose de certaines données chiffrées) « ... Une bonne part de la médecine curative, hautement technologique et particulièrement onéreuse représente un investissement dont la rentabilité est tout au moins fort discutable », écrivait Jacques Lemaître dans les Cahiers marxistes de septembre 1975. D'autre part, et ceci explique sans doute cela, le pouvoir médical sur la maladie diminue car les maladies dues à de mauvais rapports sociaux l'emportent sur celles qui sont dues à des agents naturels et les maladies dégénératives, d'usure, prévalent nettement sur celles qui ont un caractère aigu ou infectieux.

Les travailleurs sanitaires, dans les conditions où ils exercent actuellement leur profession, voient de ce fait diminuer leur capacité d'influencer les phénomènes morbides qui résultent des rapports familiaux, des rythmes de travail, des tensions émotionnelles dues à la vie urbaine et aux mass média, de l'insécurité de l'emploi ou des dégradations socio-culturelles de notre société.

Mais faut-il pour autant ne plus combattre les maladies infectieuses, renoncer à surveiller scientifiquement la phase aiguë de l'infarctus ou à opérer les valvulopathies acquises ou les vices cardiaques congénitaux ?

Notre système sanitaire, même s'il est limité à la partie médicalisée des besoins de santé et même s'il reste encore géré pour l'essentiel selon un mode privé, est une structure indispensable pour conserver la santé des travailleurs. et cela encore plus particulièrement dans une période de crise.

L'objectif à proposer au mouvement ouvrier n'est pas celui de « renoncer au rêve pansanitaire » mais bien au contraire celui de perfectionner et d'améliorer l'appareil sanitaire, de développer la démocratie directe, la participation à la gestion sanitaire, l'éducation sanitaire, celui de diminuer l'impact du profit et celui d'obtenir que les progrès scientifiques soient utilisés (pour tous et pas seulement dans leurs aspects mercantiles).

En même temps, il s'agit de combattre la politique de crise, d'obtenir le droit au travail, d'augmenter les dépenses publiques pour développer les équipements collectifs et pour stimuler une « bonne consommation » c'est-à-dire socialement nécessaire et enfin pour imposer une politique globale de la santé.

I.I. parle d' « institution médicale » dans l'absolu, dans le vide. Fort curieusement, lui qui travaille au Mexique et qui a parcouru à pied toute l'Amérique latine, il voit les problèmes de la santé à travers le prisme des pays capitalistes développés. La réalité du tiers monde n'affleure nulle part, même pas quand il évoque le rôle des mythes, très différent dans les sociétés judéo-chrétiennes ou musulmanes d'une part, dans les sociétés indiennes et d'Extrême-Orient d'autre part. En tout état de cause, les accusations qu'il articule s'adressent non pas à tel ou tel type de société, mais à l' « Institution médicale ».

Ce type de raisonnement métaphysique est générateur des pires confusions. Aucune institution ne vit dans l'apesanteur économique, sociale ou politique. Il importe donc de l'analyser, en termes de classes et de pouvoir.

Dans une société capitaliste développée comme la nôtre, le pouvoir, qui est aux mains du capital financier et des monopoles, poursuit deux objectifs en matière sanitaire : d'une part, maintenir la force de travail en bon état — au moindre prix de revient social — d'autre part, pousser au maximum les profits que peuvent rapporter les soins de santé. C'est ainsi que notre société privilégie la médecine curative par rapport à la médecine préventive et le secteur hospitalier par rapport au secteur extra-hospitalier. Le critère, en l'occurrence, c'est de consommer au maximum, pour rapporter le profit maximum à quelques-uns, à commencer par les trusts du médicament et les fabricants d'équipements hospitaliers (qui sont souvent les mêmes...). La médicalisation, dans ce contexte, vise à faire entrer les soins de santé dans la zone de profit. Et une série de mécanismes non-sanitaires y concourent : mass media, publicité, littérature, cinéma, etc.

## **NE PAS SE TROMPER DE CIBLE**

Cette situation, nous n'avons pas attendu Illich pour la dénoncer. Mais il ne faut pas se tromper de cible : ce n'est ni la production industrielle, ni l'institution médicale, ni le progrès scientifique et technique qui sont en cause — c'est la course au profit, et le régime qui en vit — de plus en plus convulsivement d'ailleurs.

Dès lors, il ne s'agit pas de tirer sur la science ou sur la production industrielle. Il s'agit de combattre le régime capitaliste et les monopoles qui y font la loi. De les combattre concrètement, à partir des réalités et des revendications quotidiennes du mouvement ouvrier.

La révolution scientifique et technique a été la source de progrès considérable dans tous les secteurs.

Les difficultés que l'on constate aujourd'hui dans les domaines de la croissance, de l'organisation et des finalités de la science sont essentiellement dues aux effets de la crise fondamentale du capitalisme.

Cette crise du capitalisme est en effet responsable des limites qui sont imposées à la recherche scientifique et au développement du travail universitaire et également de l'incapacité croissante de notre système à mettre au service des masses les immenses possibilités neuves.

La crise du capitalisme est aussi à l'origine de la campagne actuelle, à laquelle participe I.I., qui apporte le discrédit sur la pensée scientifique et qui tente de rendre les scientifiques responsables de la pollution de la nature et de la robotisation des hommes.

Quant aux travailleurs sanitaires, ils ne peuvent se borner à résoudre des problèmes dans le champ traditionnel de leurs professions respectives. Nous estimons qu'ils doivent porter leurs techniques, toujours plus perfectionnées et plus développées, dans des champs nouveaux, pas pour résoudre en soi les problèmes de l'émancipation humaine mais pour aider à la prise de conscience de la collectivité et stimuler ainsi le changement des conditions d'existence.

L'objectif est évidemment de modifier les conditions de vie aliénantes, génératrices de maladies, et de changer l'ambiance de vie pour mieux l'adapter aux exigences des individus.

Notre société est devenue profondément pathogène.

Le meilleur investissement dans le domaine de la santé est de participer au combat politique pour imposer le changement.

C'est précisément dans cette optique que le livre d'I.I. est un livre malfaisant, même s'il s'y trouve l'énoncé de quelques interrogations fondées et la dénonciation d'iniquités. Non pas qu'il puisse troubler les masses ouvrières : son vocabulaire abscons le condamne à rester un aliment pour « élites » seulement. Mais même dans ces limites étroites, « Nemesis médicale » n'aide ni à éclairer les problèmes, ni à promouvoir le progrès.

Ivan Illich brouille les cartes, mélange le vrai et le faux, alimente le courant obscurantiste qui présente la science comme coupable de tous les maux de l'humanité, justifie la croissance zéro, légitime l'« austérité ». Il jette le brouillard sur des perspectives de lutte claires, et son faux radicalisme aboutit à la démobilisation.

Il donne enfin un alibi à la politique de crise de notre gouvernement : diminution des dépenses sanitaires, rationnement des crédits universitaires, atteintes à la sécurité sociale.

Ce livre sert donc la politique de crise du capital sur un terrain spécifique important et c'est bien sur ce plan surtout qu'il convient d'en combattre efficacement les effets négatifs.

Avez-vous lu :

- Le numéro spécial « Santé » publié en mars 1972
- Santé publique et lutte des classes : témoignages sur une « région rouge » d'Italie (juin-juillet 1974)
- L'Ordre des médecins, par J. Lemaitre et R. Lewin (février 1975)
- Les tares de l'AMI, par J. Lemaitre (septembre 1975)
- L'AMI et les médicaments, par R. Deroux (octobre 1975)

Ces numéros peuvent être obtenus en virant 50 F au CCP N° 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, et en indiquant au verso « Pour les CM — numéro de telle date ».

## L'aventure théâtrale est aussi affaire de travailleurs

Le nombre de troupes, la quantité — ne parlons pas, pour l'instant du moins, de la qualité — des œuvres à caractère politique évident portées à l'affiche au cours de ces derniers mois, témoignent, assurément, de la vitalité et du renouveau de ce qu'il est convenu d'appeler — assez improprement d'ailleurs — le « jeune théâtre ».

Le Théâtre du Crépuscule vient de monter « Haute-Autriche » d'un dramaturge ouest-allemand peu connu chez nous nommé Frans Xaver Kroetz. Cette œuvre ne débouche pas sur des slogans, qui ne sont jamais que solutions de facilité, mais il s'agit bien de théâtre à « caractère politique évident ».

Pour en parler, nous avons rencontré une partie de l'équipe du Théâtre du Crépuscule : *Phillippe Sireuil* qui en est l'animateur — le « patron » — et qui signe la mise en scène de « Haute-Autriche », *Gil Lagay* et *Janine Godinas* qui interprètent les deux personnages de la pièce, *Nicola Donato* qui en a fait la dramaturgie et *Alain Prévot* qui en assure la régie.

D'emblée, une mise au point : tout théâtre est politique. Tous en conviennent. Ce fut d'ailleurs l'objet d'un débat « Théâtre et politique : pratiques socio-politiques du jeune théâtre belge » organisé par *Hebdo 76*.

— Une dimension importante de la problématique posée, estime *Gil Lagay*, a été purement et simplement escamotée : je veux parler de la situation des comédiens en tant que travailleurs culturels. On

a traité du théâtre comme s'il s'agissait d'un phénomène étranger à la vie sociale. Les comédiens n'y échappent pas. C'est la raison pour laquelle tous — à l'exception de Philippe qui ne peut l'être en raison de la fonction qu'il assume vis-à-vis du pouvoir — nous sommes syndiqués.

— Je crois aussi, *explique Nicola Donato*, que le théâtre constitue une unité et comme toute unité, il présente un certain nombre de contradictions. L'une de celles-ci est la contradiction entre directeurs-animateurs et travailleurs.

— Il y aurait peut-être un danger, *précise Janine Godinas*, à opposer de manière trop schématique animateurs et travailleurs culturels dans le cas notamment des « jeunes compagnies ».

— De toute manière, le vrai débat « Théâtre et politique », *ajoute Nicola Donato*, devrait être posé entre organisations syndicales du spectacle et directeurs de théâtre avec, au départ une convention collective et un statut de l'acteur.

— Ce n'est qu'après qu'une véritable structure reconnaissant le statut du travailleur culturel existera qu'on pourra entamer un débat sur les activités culturelles comprises au sens large. Mais on ne reconnaît toujours pas le rôle d'utilité publique de l'activité culturelle, encore moins celui du travailleur culturel. On discute de la finalité du théâtre alors que cette activité sociale n'a pas droit de cité. Tout cela n'est que dangereuse démagogie de la part du pouvoir.

## POUR QUEL PUBLIC

Faire du théâtre de « gauche » ? Cela peut recouvrir de multiples acceptions. L'une des questions qui viennent naturellement à l'esprit lorsque l'on aborde ce problème est celle du public.

*J.C.* — Le critère « public » est ambigu. Le Théâtre des Galeries attire un public réellement populaire : petits employés, vendeuses... Le critère « choix des auteurs et des œuvres » l'est tout autant. Il y a sans doute une forme d'opportunisme lorsque le Théâtre du Parc ou la Comédie-Française montent « Maître Puntila et son valet Matti » de Brecht. Il ne faut pas perdre de vue que le théâtre n'est que le reflet d'une société et de ses contradictions.

*P.S.* — Personnellement, je me méfie de certaines démarches que je qualifierais d'ouvriéristes. C'est à la mode (mais ce n'est guère nouveau) de vouloir « aller à l'ouvrier ». De vouloir faire du théâtre pour les ouvriers. Généralement, il s'agit d'une attitude paternaliste et de rien d'autre. Il faudrait en outre tenir compte du travail à faire en direction de la petite bourgeoisie sans laquelle aucune transformation profonde ne peut se faire. Il faudrait enfin évoquer le terrible pouvoir de récupération du système qui parvient à détourner des œuvres comme « Puntila » : je parle surtout de ce qu'en a fait le Parc avec un Jacques Lippe qui rendait sympathique le personnage de Puntila, le travail de Guy Rétoré à la Comédie-Française, c'est autre chose.

*N.D.* — Cela ne se produit pas à n'importe quel moment de l'histoire. C'est une question de rapport de forces. Cela me rappelle la position de certains milieux « gauchistes » qui s'opposaient à la sécurité sociale sous prétexte qu'elle risquait d'émousser la comba-

tivité ouvrière alors qu'elle est précisément une conquête de la combativité ouvrière. C'est un peu la même chose avec Brecht. Le fait qu'il soit aujourd'hui joué à la Comédie-Française est le résultat d'un conflit de classe. Il importe d'établir la liaison avec le contexte politique de l'heure et la situation française actuelle.

G.L. — Pour revenir à la notion de « détournement », je voudrais évoquer le cas de Marivaux détourné par le pouvoir — pensez au marivaudage — alors qu'il prônait la République dans une royauté de droit divin et que l'on redécouvre aujourd'hui son aspect véritable.

## EVASION OU MIROIR

Ne pourrait-on d'une façon assez générale diviser le théâtre en deux grands courants selon sa fonction : évasion — le cas du vaudeville — dans une conception qualifiée de bourgeoise, miroir, dans une conception plus progressiste ?

J.G. — Je crois qu'il ne faut pas aller trop vite en besogne. Quand un travailleur va au vaudeville, cela peut constituer un acte de promotion sociale...

N.D. — Evasion ou miroir, c'est un peu schématique. Une pièce tournée vers l'évasion peut aussi constituer un révélateur, jouer ce rôle de miroir. D'autre part, il ne faudrait pas oublier que le travailleur qui va au spectacle et se trouve face à cette réalité du théâtre la confronte nécessairement avec son vécu.

P.S. — Je crois pour ma part que le théâtre n'offre aucune alternative à l'ouvrier sinon de s'identifier au niveau du costume, du cadre, avec une réalité qui est celle de la bourgeoisie...

N.D. — ... corrigée par sa réalité à lui...

G.L. — Les pouvoirs publics ont beaucoup parlé de démocratisation de la vie culturelle. Il faut être clair sur ce point. Il n'y a pas de démocratisation culturelle possible sans qu'il y ait parallèlement démocratisation au niveau social et politique. La culture, ne l'oublions pas, est fonction d'un état de société. Je regrette d'ailleurs à ce propos que les organisations syndicales et politiques de la gauche n'aient pas encore clairement pris conscience de la nécessité qu'il y a de mener de front la lutte sur les plans économique et culturel (en ce compris le domaine idéologique).

## HISTOIRE D'UNE NAISSANCE

Par la force des choses, le Théâtre du Crépuscule, c'est d'abord Philippe Sireuil. Il en est, un peu malgré lui, le « patron ». Au propre et au figuré. Au propre parce que le système ne permet pas à une jeune compagnie de vivre en collectif autogéré. Au figuré parce qu'il en est l'élément moteur.

Le Théâtre du Crépuscule est né du désir partagé avec quelques autres de ne pas s'insérer dans les structures existantes afin d'échapper aux contraintes et à la censure qu'elles supposent. Tout cela sans ligne de conduite clairement définie. Après dix-huit mois marqués de tergiversations et de divergences, « Virage » de Tankred Dorst va — cela dit sans jeu de mots facile — constituer un tournant.

Cela fait maintenant un an et demi que le Théâtre du Crépuscule est constitué en ASBL, avec un conseil d'administration de dix membres et un conseil de gestion de quatre membres. Ces détails ne sont pas sans intérêt. Il importe en effet vis-à-vis du pouvoir de présenter une structure cohérente. Sans parler des avantages de l'ASBL en tant que forme juridique...

Le Théâtre du Crépuscule s'articule autour de trois axes essentiels :

— une volonté de valoriser la fonction de travailleur du spectacle tant sur le plan social que salarial, ce qui suppose des choix en fonction des subsides accordés : le comédien est un travailleur du spectacle — et non un « artiste » comme le voudrait certaine idéologie dominante — qui doit payer son loyer, son gaz, comme tout un chacun;

— faire du théâtre de l' « ère scientifique » — pour reprendre les mots de Brecht — non avec des bouts de ficelles mais avec les moyens techniques appropriés et les compétences nécessaires qui favorisent une authentique création de groupe et peuvent assurer un travail déterminé dans une réflexion collective où metteur en scène, comédiens, régisseur, ont leur mot à dire;

— un répertoire nouveau qui s'appuie notamment sur la nouvelle dramaturgie allemande (Tankred Dorst, Fassbinder, Kroetz...) que Philippe Sireuil a découverte lorsqu'il travaillait à Strasbourg et qui présente le double avantage de coller à une réalité proche de la nôtre et d'être bien diffusée grâce au « Verlag der Autoren », l'Union des auteurs, qui remplit son rôle comme aucune autre organisation.

## UNE PIECE-MIROIR

Après « Virage » de Tankred Dorst, « Haute-Autriche » de Frans Xaver Kroetz.

*N.D.* — Dans « Virage », nous avons quelque peu bousculé le texte pour qu'il permette un spectacle à la fois plus épique et mieux imbriqué dans la réalité sociale. « Haute-Autriche » correspond assez au travail que nous avons fait sur « Virage ». C'est un texte plus réaliste, un spectacle qui met en scène des personnages qui appartiennent à des classes sociales plus précises.

*P.S.* — Il y a d'autres raisons à notre choix. Elles sont d'abord économiques. Je l'ai dit, nous refusons toute forme de misérabilisme. La pièce nous convenait dans la mesure où, ne nécessitant que deux comédiens, elle nous permettait de la travailler sérieusement pendant deux mois et de payer décentement les cinq personnes occupées.

*N.D.* — Il y a aussi les thèmes qu'elle aborde et qui concernent tous les spectateurs : la famille, le planning familial, l'aliénation dans le travail...

*J.G.* — Cette pièce m'intéressait en tant que femme. La femme y est femme, dans ses tâches les plus quotidiennes, sans jamais être ridicule. Kroetz rétablit la femme dans sa spécificité et Anny va jusqu'au bout de cette spécificité. Un regret, pourtant : à mon sens, « Haute-Autriche » ne va pas assez loin dans le démontage de la manipulation dont nous sommes chaque jour les victimes, il est vrai que Kroetz peut encore approfondir ses positions politiques.

P.S. — En fonction précisément des remarques des spectateurs, « Haute-Autriche », comme auparavant « Virage », est un spectacle qui peut évoluer avec le temps. Il est l'objet d'une remise en question permanente à la fois de la part des membres de l'équipe qui, tous, ont leur mot à dire, que de celle du public sans lequel l'œuvre n'aurait pas de raison d'être.

G.L. — Il y aurait encore beaucoup à dire à propos de cette pièce : le travail collectif qui la sous-tend, notre organisation de travail qui est une forme avancée de travail d'équipe. Mais, je crois que le plus important dans « Haute-Autriche » est que le spectateur ne peut rester indifférent : la pièce pose un certain nombre de questions qui sollicitent le sens critique du spectateur.

*Propos recueillis par Francis Chenot.*

---

(\*) Ce spectacle est disponible à certaines conditions.

Il y a lieu de disposer d'une salle, avec ou sans scène équipée, mais comprenant la possibilité d'un espace scénique de 7 m de largeur, 5 m de profondeur et 3 m de hauteur (un plan technique est toujours souhaité).

Une représentation toutes taxes comprises (sauf droits d'auteur) : de 0 à 100 km de Bruxelles : 9.500 F; plus de 100 km de Bruxelles : 11.000 F. (N.B. : le spectacle est inscrit dans le programme 1975-76 des tournées « Art & Vie »).

Fondation Joseph Jacquemotte, 18, av. de Stalingrad, 1000 BRUXELLES.

Théâtre du Crépuscule : rue Le Corrège, 32, 1040 BRUXELLES, tél. 02/735.04.54.

# EN DIAGONALE

## UN COLLOQUE DE QUATRE REVUES SUR « LA WALLONIE ET LA CRISE »

Sera-ce un beau dimanche de mai ?

Ce sera en tous cas le deuxième dimanche de mai que se tiendra, à Namur, un colloque qui risque fort de ne pas passer inaperçu. Quatre revues le patronnent : le Bulletin de la Fondation André Renard, les Cahiers marxistes, la Revue nouvelle et Socialisme.

Le thème : « La Wallonie et la crise, un déficit pour la gauche ».

Quatre rapports introductifs sont prévus, chacun présenté par une des revues. « La stratégie patronale dans la crise », sera traité par la Revue nouvelle; « L'emploi et l'initiative industrielle publique », par le Bulletin de la FAR; « L'emploi et les modèles de développement », par les Cahiers marxistes, et enfin « L'emploi et la politique économique régionale » par Socialisme.



**les  
Bons d'épargne  
CGER   
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

# Livres

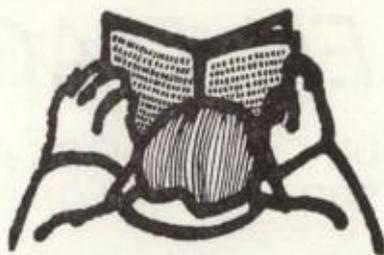
## La propagande inavouée

par J.M. Piemme

Le moins que l'on puisse dire c'est que la parution de cet ouvrage dans une collection de poche vient à point nommé. Alors que toute la presse réactionnaire entretient avec soin sa campagne « rtbgauchiste », peu de journaux de cette même presse ont fait écho dans leurs colonnes à l'excellente approche critique du feuilleton télévisé proposée par Jean-Marie Piemme : « La propagande inavouée ». Ils ne l'ont pas fait et à vrai dire, on les comprend. Voyez-vous déjà ces journalistes rendre compte de ce livre en expliquant à leurs lecteurs que l'image du monde représenté dans les feuilletons télévisés est celle d'un monde tel que l'idéologie dominante le donne à voir ? Silence ! Et plutôt haro sur l'information socio-politique progressiste ; le feuilleton, lui, n'est qu'un divertissement anodin. Anodin ?

En choisissant précisément comme matériau d'analyse l'étude de la dimension idéologique du feuilleton, Jean-Marie Piemme nous montre que celui-ci est le terrain privilégié où se parle le discours dominant d'une formation sociale qui le produit et le consomme. « Pour apprécier l'ancrage idéologique du feuilleton, il fallait mettre en évidence la manière dont les processus réels sont transformés par l'efficacité des signes et un texte clos où chacun peut reconnaître son « vécu » quotidien ». Cette transformation de la reconnaissance des processus réels structurant une formation sociale en une « représentation » de ces processus, est constamment présente dans les feuilletons télévisés. Le feuilleton est simulation/dissimulation du réel.

Trois thèmes différents vont être examinés par l'auteur : le travail, la famille et l'organisation sociale.



Dans les feuilletons, le travail, par exemple, est souvent magnifié sans tenir compte de l'implication économique de celui-ci. Le processus de production de plus-value, les rapports de dépendance d'une classe sur une autre sont escamotés au profit du mythe de la « naturalité » des pratiques financières. De même, toutes les contraintes découlant du système économique sont transformées en témoignage de valeur humaine. Tous les signes idéologiques qui surchargent le discours du feuilleton sur le travail, la famille et l'organisation sociale sont perceptibles dans les différents constituants du récit, depuis les éléments du décor jusqu'à la musique, le dialogue, le physique des personnages, le jeu des comédiens, les situations narratives. De cette manière, le feuilleton relance sans cesse l'idéologie dominante ; son rôle se limite à relancer sans la créer.

Après avoir lu cette analyse, on ne peut s'empêcher de poser la question : peut-on réaliser un autre type de feuilleton, existerait-il une alternative ? L'auteur, qui a visionné tous les feuilletons diffusés ces dernières années sur les chaînes de l'ORTF, de la RTB et sur certaines chaînes américaines de la région de Boston, n'en connaît pas. L'œuvre cinématographique de Bertolt Brecht serait un exemple pour lui de chemin à suivre dans la création d'un nouveau type de feuilleton. Nous ne sommes pas sûrs que sa sévérité ne soit excessive. Sa démarche en tout cas est exemplaire ; elle ouvre la voie en Belgique, car J.M. Piemme est liégeois, à une recherche originale sur le message de la radio-télévision.

**R.T.**

*Collection 10/18.*

# Revue



## « Contradictions »

« *Crise et restructuration du capitalisme* ». Tel est le thème du dernier numéro de « Contradictions ». Et les contradictions n'y manquent pas car on y trouve de tout, des descriptions valables de la réalité, des tentatives d'analyse intéressantes et des proclamations à l'emporte-pièce dont le schématisme me laisse pantois.

Constatant que le capitalisme se trouve une fois de plus en état de crise, les collaborateurs de « Contradictions » en examinent la genèse et les aspects économiques en une série d'études qui se complètent.

D. Spaey et J.M. Wautelet analysent « la crise de l'accumulation en Belgique » dans un article qui a le mérite de faire apparaître les transformations provoquées par les investissements étrangers dans les structures industrielles du pays. J.Ph. Peemans publie la première partie d'une étude des problèmes actuels de la restructuration de l'accumulation. P. Rousset aborde le problème de l'industrialisation de la « périphérie ». J.P. Binamé rappelle les origines de la crise dans un article qui se distingue agréablement par sa clarté et son souci de se baser sur des faits précis.

Tout cela n'apporte rien de fondamentalement neuf mais il est des vérités qu'il est utile de répéter d'autant plus que les lecteurs de cette revue ne sont pas forcément des spécialistes.

Sans doute certaines affirmations sont-elles contestables et certai-

nes omissions sont pour le moins étonnantes. Je comprends mal, pour ne prendre que cet exemple, que les articles qui examinent la crise à l'échelle mondiale en se référant abondamment à Lénine attachent si peu d'importance à un élément qu'il est difficile de considérer comme négligeable : l'existence des pays socialistes.

Telles quelles ces études témoignent néanmoins d'un souci louable d'analyser la réalité afin de contribuer à sa transformation nécessaire car les collaborateurs de « Contradictions » estiment avec raison, l'éditorial le souligne d'entrée de jeu, que si la crise est dans la logique du capitalisme, elle n'entraînera pas par elle-même l'effondrement du système capitaliste.

C'est pour cela que certaines affirmations de ce texte liminaire me rendent perplexe. Celle par exemple qui déclare que, sur le plan international, « il faut souligner le risque de la guerre impérialiste comme principal danger lié à toute solution réactionnaire bourgeoise de la crise ». Ce qui revient à tenir pour nuls les risques d'un conflit déclenché par les pays capitalistes contre les pays socialistes — à moins de les considérer les uns et les autres comme des pays impérialistes.

Cela, « Contradictions » ne le prétend pas, encore que certaines formules de cet éditorial soient pour le moins équivoques. Contestant à juste titre « l'idée bourgeoise suivant laquelle la lutte des classes serait un facteur d'aggravation de la crise », il poursuit en déclarant que « la révolution

*mondiale est le seul rempart contre la guerre impérialiste et la seule solution réaliste aux problèmes économiques et politiques ».*

La révolution mondiale ? Partout dans le monde, donc ? Y compris en URSS, en Chine, au Vietnam, à Cuba, dans tous les pays où la révolution a déjà été faite et le capitalisme renversé ?

Gardons-nous de faire un procès d'intention. Cette exaltation de la « révolution mondiale » témoigne peut-être seulement d'une propension au verbalisme. Un peu comme nos aïeux qui attendaient le « Grand Soir » en criant « Vive la Sociale ! »

Ce goût des formules tranchantes risque toutefois d'obscurcir la perception des voies qui conduiront chez nous à la révolution, c'est-à-dire à une transformation réelle et radicale de la société.

A lire l'éditorial de « Contradictions », on pourrait croire qu'à cet égard, on part de zéro. « *Rares sont les pays où les travailleurs se trouvent rassemblés dans une organisation révolutionnaire capable de prendre le pouvoir dans un délai relativement proche* » et, pour le reste, « *dans chaque pays capitaliste, l'avant-scène politique est occupée par différents projets de réorganisation de l'accumulation proposés par les différentes forces sociales organisées politiquement* »

mais en tant que projets, « *chacun d'eux se présente comme une solution bourgeoise de la crise actuelle* ».

C'est négliger, je le crains, quelques détails non négligeables, à commencer par la certitude que, dans les pays capitalistes développés, la conquête du pouvoir ne sera pas « l'assaut du Palais d'Hiver » mais le résultat de l'action tenace menée par la classe ouvrière et l'ensemble des masses populaires. Quant aux mesures que les partis communistes proposent de prendre pour contrôler, limiter et finalement supprimer le pouvoir des trusts et des monopoles, elles sont tout sauf une « solution bourgeoise » de la crise, les milieux directement intéressés — les puissances d'argent — n'en doutent pas.

Ce sont là des réalités que les collaborateurs de « Contradictions » analyseront, je l'espère, avec le sérieux et la lucidité dont ils font preuve quand ils examinent les mécanismes du système capitaliste car c'est ainsi qu'ils contribueront, avec toutes les forces progressistes, à la marche vers le socialisme.

**P.J.**

---

« Contradictions », n° 8, Décembre 1975. 220 F. Drève du Duc 50, 1170 Bruxelles.

**Il n'est jamais trop tard pour s'abonner  
aux Cahiers marxistes**

Abonnement annuel ordinaire 400 F

Abonnement annuel « Jeunes » 200 F  
(moins de 25 ans)

Abonnement de soutien à partir de 500 F

La souscription, valable pour les dix livraisons annuelles, peut être effectuée au CCP de la Fondation Joseph Jacquemotte, n° 000-0188745-80, avenue de Stalingrad, 20 à 1000 Bruxelles.

## **Il est encore possible d'obtenir les numéros suivants des Cahiers marxistes**

### **Sur la crise :**

- **La décolonisation du pétrole,**  
un dossier du G.E.M. (avril 1975)
- **Le parti communiste et la crise,**  
par Claude Renard (juin 1975)
- **Le point sur la crise,**  
par Pierre Joye (septembre 1975)
- **Le dossier Glaverbel,**  
par Pierre Joye et Rosine Lewin (décembre 1975)
- **Réflexions sur la nature de la crise,**  
par Jacques Nagels (février 1976)
- **Menaces sur la sidérurgie,**  
par Pierre Joye (mars 1976)

### **Sur la condition féminine :**

- **Textes inédits d'Isabelle Blume**
- **L'année internationale de la femme,**  
vue par Marthe Vande Meulebroek et par Marie  
Guisse (mai 1975)
- **La femme en République démocratique allemande,**  
par Marie Guisse et Rosine Lewin
- **Réflexions dialectiques sur le féminisme contemporain,**  
par Benoit Verhaegen (janvier 1976)
- **Y a-t-il un travail spécifiquement féminin ?**  
par Géry Coomans et Claudine Cyprès (mars 1976)

On peut obtenir ces numéros en versant 50 F au CCP  
de la Fondation Joseph Jacquemotte, et en indiquant le  
numéro demandé au verso du bulletin.

**Auteur-éditeur responsable et correspondance :**

Rosine Lewin / rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

**50 F**